

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2267

[C — 99/27511]

**22 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 69;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, modifiée par les lois des 21 mars 1991 et 16 juillet 1993;

Vu la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance, notamment les articles 11, 12 et 13;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale, modifiée par les lois des 10 avril 1973 et 22 décembre 1989;

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative au cours d'eau non navigable, notamment l'article 21;

Vu la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux, modifiée par les décrets du Conseil régional wallon des 28 février 1991 et 6 avril 1995;

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 58^{ter} et 58^{quater} insérés par le décret du 21 avril 1994;

Vu la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure, modifiée par les décrets du Conseil régional wallon des 28 février 1991 et 6 avril 1995;

Vu la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, modifiée par les décrets du Conseil régional wallon des 28 février 1991 et 6 avril 1995;

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, telle qu'elle a été modifiée ultérieurement;

Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, notamment l'article 75;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 juillet 1984 sur la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 2 juillet 1987 érigeant en Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau, le Service de production et de grand transport d'eau du Ministère de la Région wallonne, modifié par le décret du 25 juillet 1991;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par le décret du 19 mai 1994;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 28 février 1991 portant création d'un Service des études et de la statistique, notamment les articles 3 et 10;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, modifiées par les lois des 24 décembre 1993, 3 avril 1995 et du 19 juillet 1996;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de développement rural (O.W.D.R.) du statut de service à gestion séparée;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du logement;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès dans un établissement de l'Etat ou établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1965, 25 avril 1967, 5 février 1968, 18 avril 1969 et 9 juillet 1969;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1965 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours ressortissant à un enseignement à horaire réduit leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, modifié par les arrêtés royaux des 24 décembre 1965, 20 juin 1967, 9 janvier 1969, 14 janvier 1970 et 20 mars 1978;

Vu l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi de subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique, modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1969;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de subventions;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 1975;

Vu l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, modifié par les arrêtés royaux des 12 juin 1978 et 21 août 1979;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés indigènes vivant à l'état sauvage, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 février 1984;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 février 1984 relatif à la protection des escargots comestibles indigènes;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la protection de l'entomofaune;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 24 décembre 1990 et 13 juillet 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 mars 1995, 6 avril 1995, 25 avril 1996, 24 juillet 1997 et 23 juillet 1998;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 mars 1995 et 14 septembre 1995;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 mai 1991 relatif aux subventions pour la préparation et le dépôt des projets de recherche européens et internationaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 sur la protection des oiseaux en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 1994 relatif aux aides et aux interventions pour la recherche et les technologies;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 relatif à l'agrément des entreprises de formation par le travail;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 portant création d'une division dénommée Office wallon de développement rural au sein du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, donné le 22 janvier 1998,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire du Ministère de la Région wallonne, affectés sur les emplois du cadre du personnel dudit Ministère.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 2. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général ou d'un directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général de la division concernée.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur général, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur de la direction concernée.

Art. 3. Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

Art. 4. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 5. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° mission s'inscrivant dans la politique des relations internationales : tout déplacement à l'étranger visant, directement ou indirectement, soit à la promotion internationale de la Région, soit à la recherche ou à la mise en œuvre de toute forme de coopération internationale impliquant des intervenants wallons;

2° mission à caractère technique : tout déplacement à l'étranger en vue de participer à des actions ou manifestations ne répondant pas aux objectifs visés au 1°, à l'exception des missions de formation à l'étranger;

3° dépense de communication : toute dépense relative aux publications écrites ou audiovisuelles, aux actions d'information et de sensibilisation du public ainsi qu'aux frais accessoires y afférents;

4° dépense relative aux frais de représentation : toute dépense concernant les frais de restaurant, de réception et/ou de cadeaux d'affaires que les besoins du service nécessitent d'exposer dans le cadre des relations avec des représentants d'organismes extérieurs au Ministère de la Région wallonne;

5° dépense relative aux biens spécifiques : toute dépense d'acquisition, de location, d'entretien ou de réparation relative à des biens meubles ou immeubles qui sont indispensables, en raison de la nature particulière des tâches à accomplir, à la réalisation d'un programme propre à une direction générale, à une division ou à une direction déterminée, à l'exception des biens susceptibles d'intéresser tout service du Ministère de la Région wallonne et gérés par la Direction du support logistique de ce Ministère.

Les cas qui ne peuvent trouver de solution certaine et immédiate sont soumis à la décision du secrétaire général.

TITRE II. — Délégations en matière de dépenses**CHAPITRE Ier. — Dispositions applicables au Secrétariat général et à la Chancellerie**

Section 1re. — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers.

Art. 6. Sans préjudice, en ce qui concerne le Service des études et de la statistique, du décret du 28 février 1991 en portant création, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre I de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- secrétaire général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

En ce qui concerne les missions s'inscrivant dans la politique des relations internationales, délégation est accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Ministère de la Région wallonne, à l'exception du personnel de la Direction générale des relations extérieures;

2° sur avis du directeur général de la Direction générale des relations extérieures et après visas du secrétaire général et du ministre fonctionnel et accord du ministre des relations internationales, les dépenses supérieures à 200.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° après information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Ministère de la Région wallonne;

2° après accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses supérieures à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

Art. 7. Délégation est accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre I du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, des budgets de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau et de l'Office wallon des déchets (titre V), et du budget de l'Office wallon de développement rural, et relative à la communication et/ou aux frais de représentation pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 500.000 francs.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les délégations dont il est investi en vertu de l'alinéa 1^{er} sont attribuées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général de la Division du secrétariat général.

Art. 8. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.02 du titre Ier du programme 12 de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la communication et/ou aux frais de représentation :

- secrétaire général :	1.250.000 francs
- inspecteur général de la Division du secrétariat général :	500.000 francs
- directeur de la Direction de la communication :	75.000 francs

Art. 9. Délégation est accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre Ier du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, des budgets de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau et de l'Office wallon des déchets (titre V), et du budget de l'Office wallon de développement rural et relative à la documentation générale, pour autant que le montant de la dépense soit supérieur à 200.000 francs et ne dépasse pas 500.000 francs.

En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire général, les délégations dont il est investi en vertu de l'alinéa 1^{er} sont attribuées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'inspecteur général de la Division du recrutement et de la formation.

Art. 10. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les programmes de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la documentation générale :

- secrétaire général :	500.000 francs
- inspecteur général de la Division du recrutement et de la formation :	100.000 francs
- directeur, premier attaché ou attaché responsable de la Direction de la documentation et des archives :	50.000 francs

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 11. Sans préjudice, en ce qui concerne le Service des études et de la statistique, du décret du 28 février 1991 en portant création, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du titre II de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté et des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- secrétaire général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Gestion de l'infrastructure informatique du Ministère.

Art. 12. Délégation est accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base des classes 12 et 74 du programme 03 de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'informatique administrative, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1.250.000 francs.

Délégation est en outre accordée au secrétaire général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense relative à l'informatique administrative de l'Office wallon des déchets ainsi qu'à l'informatique administrative de la Division de la trésorerie en rapport avec la perception des taxes sur les déchets, et imputable sur une allocation de base de la classe 12 ou 74 du budget de l'Office wallon des déchets (titre V), pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1.250.000 francs.

Section 4. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division du recrutement et de la formation

Art. 13. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.03 du titre Ier du programme 06 de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la formation professionnelle, à l'exception des missions de formation à l'étranger :

- secrétaire général :	1.250.000 francs
- inspecteur général de la Division du recrutement et de la formation :	500.000 francs
- directeur de la Direction de la formation :	75.000 francs

Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.03 du titre I du programme 06 de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative aux missions de formation à l'étranger :

- secrétaire général :	200.000 francs
- inspecteur général de la Division du recrutement et de la formation :	75.000 francs
- directeur de la Direction de la formation :	50.000 francs

Section 5. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division du personnel

Art. 14. Délégation est accordée au secrétaire général et à l'inspecteur général de la Division du personnel pour signer les relevés de mutation relatifs aux rémunérations et allocations du personnel imputables aux allocations de base correspondantes de la classe 11 du titre I du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et des titres V et VI du budget général des dépenses de la Région wallonne ainsi que pour engager, approuver et ordonnancer les indemnités de personnel imputables aux allocations de base de la classe 12 et toute autre dépense de personnel imputable sur des allocations de base du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et des titres V et VI du budget général des dépenses de la Région wallonne, à l'exclusion des dépenses des cabinets ministériels.

Section 6. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division de la trésorerie et de la Division du budget

Art. 15. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables sur l'allocation de base 01.01 du titre I du programme 07 de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relatives aux remboursements généralement quelconques de l'administration :

- secrétaire général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 16. Délégation est accordée au directeur de la Direction du financement de la Division de la trésorerie pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant des opérations d'emprunt de la dette indirecte dont le Ministre ayant les Finances et le Budget dans ses attributions est l'ordonnateur primaire.

Section 7. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 17. Le secrétaire général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que toute autre dépense engagée par l'ordonnateur primaire en matière de personnel, de communication, de frais de représentation, de documentation générale, de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE II. — Dispositions applicables à la direction générale de l'économie et de l'emploi

Section 1re — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 18. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre Ier de la division organique 11 ainsi que toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre Ier de la division organique 18 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° après accord du secrétaire général et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de la direction générale relevant de son autorité;

2° après visa du secrétaire général, accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses supérieures à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 19. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du titre II de la division organique 11 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Dépenses non visées aux sections 1re et 2

Art. 20. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 72 du titre II de la division organique 11 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour autant qu'elle se rapporte à la construction ou à l'achat de terrains ou de bâtiments spécifiques aux activités de la division ou des directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 21. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 72 du titre II de la division organique 18 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour autant qu'elle se rapporte à l'achat, à la construction, à l'aménagement, au premier équipement de terrains ou de bâtiments spécifiques aux activités du Commissariat général au tourisme ou des directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 22. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités du Commissariat général au tourisme ou des directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur une allocation de base de la classe 72 du titre II de la division organique 18 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'aménagement touristique des lacs de l'Eau d'Heure :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs

Art. 23. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre 1er de la division organique 18 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, pour autant qu'elle se rapporte à l'entretien de bâtiments spécifiques aux activités du Commissariat général au tourisme ou des directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 4. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 24. Le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 11 et sur les allocations de base de la division organique 18 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de communication et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE III. — Dispositions applicables à la Direction générale des technologies, de la recherche et de l'énergie

Section 1re. — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 25. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre 1er de la division organique 12 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses

de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° après accord du secrétaire général et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de la direction générale relevant de son autorité;

2° après visa du secrétaire général, accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses supérieures à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifique

Art. 26. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du titre II de la division organique 12 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 27. Le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 12 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de communication et de biens et services non spécifiques.

Section 4. — Octroi de subventions

Art. 28. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 53.01.01 du titre II du programme 01 de la division organique 12 du budget administratif de la Région wallonne en matière de subventions aux ménages à revenus modestes pour la promotion des économies d'énergies, dites subventions « MEBAR ».

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 61.01.02 du titre II du programme 02 de la division organique 12 du budget administratif de la Région wallonne en matière de subventions pour la préparation et le dépôt de projet de recherche européens et internationaux, dites subventions « HORIZON EUROPE ».

Art. 29. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable à l'allocation de base 32.02.03 du titre Ier, programme 03, de la division organique 12 du budget administratif de la Région wallonne en matière de subventions d'études de préparation ou d'accompagnement, à l'exclusion des études technico-économiques.

Art. 30. Les délégations prévues aux articles 28 et 29 ne sont octroyées que pour autant que le montant total de l'engagement en cause n'excède pas 1.250.000 francs.

CHAPITRE IV. — Dispositions applicables à la Direction générale des pouvoirs locaux

Section 1re. — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 31. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre Ier de la division organique 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° après accord du secrétaire général et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de la direction générale relevant de son autorité;

2° après visa du secrétaire général, accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses supérieures à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 32. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du titre II de la division organique 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 33. Le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 14 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de communication et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE V. — Dispositions applicables à la Direction générale des relations extérieures

Section 1re. — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 34. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités de la division ou des directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre I de la division organique 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques, aux études ainsi que des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

En ce qui concerne les missions s'inscrivant dans la politique des relations internationales, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de la Direction générale des relations extérieures;

2° après accord du ministre des relations internationales, les dépenses supérieures à 200.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°;

3° après accord du secrétaire général, les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Ministère de la Région wallonne, à l'exception du personnel de la Direction générale des relations extérieures;

4° sur avis du directeur général de la Direction générale des relations extérieures et après visas du secrétaire général et du ministre fonctionnel et accord du ministre des relations internationales, les dépenses supérieures à 200.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 3°.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 35. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du titre II de la division organique 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités de la division ou des directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Dépenses non visées aux sections 1re et 2

Art. 36. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.03 du titre 1er du programme 02 de la division organique 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative aux frais afférents aux délégations à l'étranger :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 37. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 71.01 du titre II du programme 02 de la division organique 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne pour autant qu'elle se rapporte aux aménagements de bâtiments spécifiques aux activités de la division ou des directions relevant de leur autorité respective :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 38. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre 1er du programme 02 de la division organique 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et sur les crédits variables des programmes concernés, pour autant que la dépense se rapporte à des actions de promotion des relations transfrontalières ou à des programmes de coopération interrégionale sous la forme d'échanges d'expériences ou de réseaux soutenus par l'Union européenne :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 4. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 39. Le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 16 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de communication et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE VI. — Dispositions applicables à la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement

Section 1re. — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, analyses, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers.

Art. 40. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre 1er de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Office wallon des déchets (titre V), à l'exception des dépenses de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques, aux études ainsi que des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° après accord du secrétaire général et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de la direction générale relevant de son autorité;

2° après visa du secrétaire général, accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses supérieures à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 41. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du titre II de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Office wallon des déchets (titre V), et se rapportant exclusivement à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division de la nature et des forêts et du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois

Art. 42. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable au programme 01 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant l'entretien et l'amélioration des forêts domaniales et des maisons forestières, l'acquisition par la Région de forêts domaniales, l'aménagement par la Région des forêts domaniales et la construction des maisons forestières ainsi que du comptoir forestier d'amélioration génétique :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 43. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.04 du titre 1er du programme 01 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant le précompte immobilier des forêts domaniales :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs

Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.11 du titre 1er du programme 03 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne concernant la masse d'habillement et les prestations de services liées à cette masse d'habillement :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs

Art. 44. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.60 du titre 1er du programme 01 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative aux dépenses généralement quelconques pour la création et l'entretien de champs d'expérimentation forestière et piscicole dans le cadre de la station de recherches forestières et hydrobiologiques à l'exception des dépenses de personnel et de biens et services non spécifiques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois :	500.000 francs.

Art. 45. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au programme 02 et au titre II du programme 10 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant l'entretien et l'amélioration des réserves naturelles domaniales et des espaces verts publics, l'acquisition par la Région de réserves naturelles domaniales et d'espaces verts publics, l'aménagement ou la construction par la Région de réserves naturelles domaniales et d'espaces verts publics, ainsi que l'aménagement ou la construction par la Région de piscicultures et frayères et aménagements cynégétiques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 46. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la chasse et de la pêche pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre 1er du programme 10 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative au remboursement de permis de chasse.

Art. 47. Délégation est accordée au chef de cantonnement et au directeur du service extérieur dont il relève pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les fonds avancés au comptable extraordinaire du cantonnement concerné sur les allocations de base 12.08, titre 1er, 73.01 et 74.06, titre II de la division organique 13, programmes 01 et 02.

Section 4. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division de l'eau

Art. 48. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au programme 05 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant les travaux d'entretien des cours d'eau non navigables et des ouvrages de régularisation du régime des eaux, les travaux en matière de lutte contre la pollution des nappes souterraines, de prévention des dommages causés aux nappes souterraines et au contrôle et à l'amélioration de la piézométrie ainsi que les travaux et études d'une part en matière de cours d'eau non navigables et des waterings, y compris la réhabilitation des sites dégradés situés dans le lit majeur des cours d'eau non navigables de première catégorie et d'autre part en matière de production et d'adduction d'eau, y compris les grands travaux hydrauliques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 49. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 01.01 du programme 05 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant le Fonds pour la protection des eaux, à l'exception des dépenses en matière de communication, de frais de représentation, de documentation générale et de biens et services non spécifiques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 2 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Art. 50. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre 1er du programme 05 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et se rapportant exclusivement à des indemnités auxquelles la Région wallonne a été condamnée à payer à des tiers :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 51. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 41.01, 71.01, 73.01, 73.02, 73.20 et 74.01 du budget de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (titre V) et concernant l'achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise, des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais, des travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau, y compris les grands travaux hydrauliques, les travaux d'amélioration et entretiens extraordinaires, y compris application des décrets du 30 avril 1990 ainsi que l'achat de machines, mobilier, matériel y compris moyens de transport, à l'exception des biens et services non spécifiques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur de la Direction de production et de grand transport d'eau :	500.000 francs
- directeur de la cellule administrative et directeur de complexe :	300.000 francs.

Art. 52. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au budget de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (titre V) et relative à la fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de l'entreprise régionale, y compris redevance et taxe relatives à l'application des décrets du 30 avril 1990, à l'exception des dépenses de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale et aux biens et services non spécifiques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur de la Direction de production et de grand transport d'eau :	500.000 francs
- directeur de la cellule administrative et directeur de complexe :	300.000 francs

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 2 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 5. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division des déchets

Art. 53. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12.04 et 14.01 du budget de l'Office wallon des déchets (titre V) et relative à la valorisation des déchets ménagers et non ménagers, aux collectes de déchets spéciaux et matières récupérables ainsi qu'aux frais exceptionnels de traitement, de transfert ou d'élimination de déchets, avancés par la Région en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 54. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 73.01 du budget de l'Office wallon des déchets (titre V) et relative à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais, à l'exception des dépenses portant sur des biens et services non spécifiques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Art. 55. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.01 et 12.03 du budget de l'Office wallon des déchets (titre V) et relative à la fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de l'entreprise régionale, à l'exception des dépenses en matière de communication, de frais de représentation, de documentation générale et de biens et services non spécifiques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 2 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Art. 56. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 01.01 du titre II du programme 03 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne concernant le Fonds pour la gestion des déchets et relative à la fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de la cellule "technologies propres" et "produits propres", pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1.250.000 francs, à l'exception des dépenses en matière de communication, de frais de représentation, de documentation générale et de biens et services non spécifiques.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 2 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 6. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division de la prévention et des autorisations

Art. 57. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 73.01 du titre II du programme 04 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et concernant les investissements en rapport avec l'exploitation des ressources naturelles à l'exception des dépenses en matière de biens et services non spécifiques :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs

Section 7. — Dépenses inhérentes aux activités de la Division de la police de l'environnement

Art. 58. Délégation est accordée au directeur général et concurremment, pendant la durée de la garde du Service d'intervention urgente, à l'inspecteur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables au titre Ier du programme 08 de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, et relative aux frais d'intervention d'urgence avancés par la Région en vue de remédier à une pollution, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1.250.000 francs.

Section 8. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 59. Le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits ouverts sur les allocations de base de la division organique 13 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, sur les allocations de base du budget des entreprises régionales (titre V) et sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de communication et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE VII. — Dispositions applicables à la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine

Section 1re. — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 60. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre I de la division organique 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° après accord du secrétaire général et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de la direction générale relevant de son autorité;

2° après visa du secrétaire général, accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses supérieures à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 61. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du titre II de la division organique 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Dépenses non visées aux sections 1re et 2

Art. 62. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre II du programme 01 de la division organique 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la démolition d'immeubles et au déplacement d'installations fixes ou mobiles érigés ou installés en contravention aux dispositions du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (y compris les travaux exécutés pour compte de tiers et avances récupérables), pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1.250.000 francs.

Art. 63. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au titre II du programme 02 de la division organique 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'acquisition par la Région d'immeubles nécessaires à la réalisation du programme, y compris les aménagements :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général de la Division de l'aménagement et de l'urbanisme :	500.000 francs.

Art. 64. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense urgente et d'entretien imputable sur l'allocation de base 01.02 du titre I et sur les allocations de base du titre II du programme 06 de la division organique 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la maintenance du patrimoine wallon ainsi qu'aux subventions et avances récupérables pour la restauration des monuments et sites classés relevant des secteurs privés et publics ou encore ouverts au culte ainsi qu'aux édifices, ensembles architecturaux et sites appartenant à la Région :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général de la Division du patrimoine :	500.000 francs

Art. 65. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division du logement pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des aides à l'équipement d'ensembles de logements instaurées en application du Code du logement ou du Code wallon du logement, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 51 du titre II du programme 05 de la division organique 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et se rapportant exclusivement à des honoraires dans le cadre de contrats d'études et de marchés de travaux engagés par l'ordonnateur primaire, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 500.000 francs.

Délégation est accordée au directeur de la Direction des subventions aux organismes publics et privés pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des aides à l'équipement d'ensembles de logements instaurées en application du Code du logement ou du Code wallon du logement, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 51 du titre II du programme 05 de la division organique 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et se rapportant exclusivement à des frais d'essais et frais divers à réaliser dans le cadre de contrats d'études et de marchés de travaux engagés par l'ordonnateur primaire, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 75.000 francs.

Délégation est accordée au directeur de la Direction des aides aux particuliers pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense concernant les aides aux personnes physiques instaurées en application du Code wallon du logement.

Section 4. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 66. Le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits ouverts sur les allocations de base de la division organique 15 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne ainsi que sur les crédits variables des programmes concernés, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de communication et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions applicables à la Direction générale de l'action sociale et de la santé*

Section 1^{re}. — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 67. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre Ier de la division organique 17 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° après accord du secrétaire général et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de la direction générale relevant de son autorité;

2° après visa du secrétaire général, accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses supérieures à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 68. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 de la division organique 17 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Dépenses non visées aux sections 1re et 2

Art. 69. Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 34.01 et 34.02 du titre Ier du programme 01 de la division organique 17 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et relative à la prise en charge des frais d'entretien et de traitement d'indigents et aux subventions en matière de maladies sociales, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 1.250.000 francs.

Section 4. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 70. Le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 17 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de communication et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE IX. — *Dispositions applicables à la Direction générale de l'agriculture*

Section 1^{re}. — Etudes, communication, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, expertises, frais de procédure, honoraires d'avocats, achats de biens meubles non durables et autres services divers

Art. 71. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 12 du titre Ier de la division organique 19 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Office wallon de développement rural, à l'exception des dépenses de communication et des dépenses relatives aux frais de représentation, à la documentation générale, aux missions à l'étranger, aux biens et services non spécifiques et aux études :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunions.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° après accord du secrétaire général et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses jusqu'à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel de la direction générale relevant de son autorité;

2° après visa du secrétaire général, accord du ministre fonctionnel et information de la Direction générale des relations extérieures, les dépenses supérieures à 100.000 francs relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel visés au 1°.

Délégation est en outre accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 200.000 francs relatives à la documentation générale et aux frais de représentation.

Les dépenses visées à l'alinéa 4 sont portées sans délai à la connaissance du secrétaire général. A défaut, il est fait application de l'article 3 de l'arrêté.

Section 2. — Achat de biens meubles durables spécifiques

Art. 72. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de la classe 74 du titre II de la division organique 19 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Office wallon de développement rural, et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques aux activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, à l'exception des acquisitions relatives à l'informatique administrative :

- directeur général :	1.250.000 francs
- inspecteur général :	500.000 francs
- directeur :	75.000 francs

Section 3. — Ordonnancement des dépenses engagées par l'ordonnateur primaire

Art. 73. Le directeur général ou les fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base de la division organique 19 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne et du budget de l'Office wallon de développement rural, à l'exception des dépenses en matière de personnel, de communication et de biens et services non spécifiques.

CHAPITRE X. — Dispositions communes aux dépenses du Ministère de la Région wallonne

Art. 74. Lorsque les délégations octroyées par les dispositions du présent arrêté concernent un marché public pour lequel la Région wallonne est le pouvoir adjudicateur, les titulaires des fonctions mentionnées dans ces dispositions ont délégation, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour :

1° arrêter le cahier spécial des charges, choisir le mode de passation et engager la procédure;

2° sélectionner les candidats à un marché;

3° attribuer le marché;

4° accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché, sans préjudice des compétences attribuées au fonctionnaire désigné dans le cahier spécial des charges en application des dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, le secrétaire général, le directeur général concerné et l'inspecteur général du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois sont seuls habilités, dans le cadre des activités des services relevant de leur autorité respective, à déroger aux clauses et conditions essentielles du marché conclu, à transiger et à remettre les amendes pour retard d'exécution jusqu'à concurrence d'un montant de 500.000 francs.

Art. 75. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le secrétaire général et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'inspecteur général de la Division de la fonction publique, ont seuls délégation, en ce qui concerne les marchés relatifs aux activités du Service des études et de la statistique, pour :

1° arrêter le cahier spécial des charges, choisir le mode de passation et engager la procédure;

2° sélectionner les candidats à un marché;

3° attribuer le marché;

4° sans préjudice des compétences attribuées au fonctionnaire désigné dans le cahier spécial des charges en application des dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, accomplir les actes relatifs à l'exécution du marché en ce compris déroger aux clauses et conditions essentielles du marché conclu, transiger et remettre les amendes pour retard d'exécution.

Les délégations visées à l'alinéa 1^{er} ne sont octroyées que pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 500.000 francs et jusqu'à concurrence globale annuelle de 20 millions de francs.

Art. 76. Dans le cadre de l'approbation de travaux supplémentaires ou modificatifs pour lesquels la Région wallonne est le maître de l'ouvrage ou le pouvoir subsidiant, le montant d'un décompte ou le total des montants des décomptes successifs peuvent être approuvés par les titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants et pourcentage du montant initial de la soumission repris en regard de leur grade :

- secrétaire général, directeur général ou inspecteur général du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois :	15 % jusqu'à 1.250.000 francs
- inspecteur général :	15 % jusqu'à 500.000 francs
- directeur :	15 % jusqu'à 75.000 francs

Dans le cadre des aides à l'équipement d'ensembles de logements instaurées en application du Code du logement ou du Code wallon du logement, le montant d'un décompte ou le total des montants des décomptes successifs relatifs à un marché de travaux engagé par l'ordonnateur primaire peuvent être approuvés par les titulaires des fonctions suivantes au sein des divisions ou directions concernées de la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine, jusqu'à concurrence des montants et pourcentage du montant initial de la soumission repris en regard de leur grade :

- directeur général :	15 % jusqu'à 3.000.000 francs
- inspecteur général :	15 % jusqu'à 2.000.000 francs
- directeur :	15 % jusqu'à 1.000.000 francs

Art. 77. Les bons de commande et les projets de contrat portant sur l'acquisition, la location, l'entretien ou la réparation de biens ou services non spécifiques sont transmis au secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, lequel les communique, selon le cas, à la Direction de la gestion immobilière ou à la Direction de la gestion mobilière du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté relatives à la documentation générale, délégation est toutefois accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour signer le bon de commande ou le projet de contrat ainsi que pour approuver et ordonnancer les dépenses subséquentes :

- secrétaire général :	1.250.000 francs
- inspecteur général responsable de la Direction du support logistique :	500.000 francs
- directeur de la Direction du support logistique :	75.000 francs

Art. 78. Le secrétaire général, les directeurs généraux et l'inspecteur général du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois sont autorisés, dans les matières relevant de leur compétence respective, à procéder aux engagements provisionnels conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, 2^o, a) de l'arrêté royal du 31 mai 1966 portant règlement du contrôle de l'engagement des dépenses dans les services d'administration générale de l'Etat.

Art. 79. Délégation est accordée au secrétaire général, à chaque directeur général et à l'inspecteur général du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois, dans les matières qui les concernent, pour :

1° autoriser le versement d'avances de fonds aux comptes extraordinaires désignés par le Gouvernement ou par le ministre que le Gouvernement délègue, à l'exception des comptes extraordinaires des cabinets ministériels;

2° procéder à des ouvertures de crédit.

Le fonctionnaire délégué à ces fins fait rapport au ministre habilité des avances de fonds et des ouvertures de crédit qu'il a effectuées, accompagné, s'il échet, d'un avis de l'Inspection des finances.

Art. 80. Chaque fonctionnaire délégué est tenu de communiquer mensuellement au secrétaire général du Ministère de la Région wallonne, par la voie hiérarchique :

1° une liste des engagements et ordonnancements qu'il a réalisés en application des dispositions du présent arrêté;

2° un inventaire des nouvelles acquisitions patrimoniales, avec l'indication du numéro d'inventaire attribué au matériel et de sa localisation.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont transmis au secrétaire général dans un délai de quinze jours après l'expiration de la période mensuelle concernée. Le secrétaire général communique lesdits documents aux ministres fonctionnellement compétents.

Art. 81. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les délégations de pouvoirs en engagement sont suspendues dès que le montant des dépenses engagées par les fonctionnaires délégués atteint 75 % des crédits prévus pour l'allocation de base concernée. La suspension peut être levée moyennant l'autorisation préalable de l'ordonnateur primaire.

L'alinéa 2 n'est toutefois pas applicable en matière de dépenses fixes.

TITRE III. — Délégations particulières

CHAPITRE Ier. — Dispositions applicables au Secrétariat général

Section 1^{re}. — Dispositions particulières à la Division du budget

Art. 82. Le secrétaire général ou les fonctionnaires désignés à cet effet par celui-ci sont délégués pour signer les ordonnances de dépenses établies à charge du budget du Ministère de la Région wallonne.

Art. 83. L'inspecteur général de la Division du budget est désigné comme fonctionnaire de surveillance pour l'approbation des comptes des comptes extraordinaires, à l'exception des comptes des comptes extraordinaires des cabinets ministériels.

Section 2. — Dispositions particulières à la Division de la trésorerie

Art. 84. L'inspecteur général de la Division de la trésorerie est habilité à faire procéder par les organismes financiers à l'ouverture et à la clôture des comptes et à en arrêter les modalités de fonctionnement. Il communique à ces organismes les modèles de signature du comptable titulaire et des éventuels cosignataires et suppléants.

Art. 85. Le directeur de la Direction du financement de la Division de la trésorerie est habilité à mobiliser la ligne de crédit ouverte au nom du Trésor régional dans les écritures du caissier de la Région wallonne.

Art. 86. Le directeur de la Direction du financement de la Division de la trésorerie est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée égale ou inférieure à un mois, afin d'assurer aux meilleures conditions l'équilibre de la Trésorerie régionale. Il est habilité à engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 87. Le directeur de la Direction du financement de la Division de la trésorerie est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée supérieure à un mois, décidées par le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions. Il est habilité à engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 88. Le directeur de la Direction du financement de la Division de la trésorerie est habilité à prendre les décisions, conclure les contrats, ordonner les mesures d'exécution relatives aux opérations de gestion financières liées aux opérations d'emprunt ou de placement d'une durée supérieure à un an et décidées par le Ministre ayant le Budget et les Finances dans ses attributions. Il est habilité à engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 89. L'inspecteur général de la Division de la trésorerie est habilité à prendre les décisions relatives aux emprunts régionaux garantis par l'Etat dans le cadre du mécanisme prévu par l'article 54 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 90. Le directeur de la Direction du financement de la Division de la trésorerie est habilité à approuver les décomptes établis par le caissier de la Région relatifs aux intérêts débiteurs et créditeurs portés en compte ainsi qu'aux frais et commissions bancaires divers. Il est habilité à engager, approuver et ordonnancer toute dépense découlant de cette habilitation.

Art. 91. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur général, au receveur des taxes et redevances, au comptable du contentieux et au comptable des fonds en souffrance pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de leur gestion comptable.

Art. 92. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur général et au receveur des taxes et redevances pour prendre toute mesure conservatoire et notamment signer et déposer, en cas de faillite ou de concordat, toute déclaration de créances qui procèdent des matières relevant de leur gestion comptable.

Section 3. — Disposition particulière à la Division du recrutement et de la formation

Art. 93. Délégation est accordée au secrétaire général pour désigner les formateurs internes, parmi les fonctionnaires du Ministère de la Région wallonne qui se sont portés candidats et qui justifient d'une expérience de la formation, pour autant que ces désignations ne portent pas préjudice à l'intérêt du service.

Le secrétaire général est en outre habilité à désigner des formateurs externes au Ministère de la Région wallonne.

Section 4. — Disposition particulière à la Division du secrétariat général

Art. 94. Délégation est accordée au secrétaire général et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à l'inspecteur général de la Division du secrétariat général pour signer les conventions de location relatives à l'occupation temporaire, par des personnes physiques ou morales, des locaux des centres d'information et d'accueil du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — Dispositions applicables à la Direction générale de l'économie et de l'emploi

Section 1re. — Dispositions particulières à la Division de l'emploi et de la formation professionnelle

Art. 95. Dans le cadre de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, délégation est accordée au directeur général, à l'inspecteur général de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle, au directeur de la Direction de l'emploi et de l'immigration ainsi qu'aux attachés et premiers attachés de cette direction pour statuer sur les demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail ainsi que sur les demandes de prorogation et de renouvellement de ceux-ci.

Art. 96. § 1^{er}. En application de la loi du 1^{er} juillet 1963 portant instauration de l'octroi d'une indemnité de promotion sociale, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif aux conditions d'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui ont terminé avec succès dans un établissement de l'Etat ou établissement subventionné ou agréé, un cycle complet de cours ressortissant à l'enseignement du soir ou du dimanche, leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, de l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1965 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours ressortissant à un enseignement à horaire réduit leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, de l'arrêté royal du 28 décembre 1973 accordant une indemnité de promotion sociale aux travailleurs qui suivent des cours en vue de parfaire leur formation intellectuelle, morale et sociale et de l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle, délégation est accordée au directeur général pour approuver les déclarations de créance et accorder les indemnités de promotion sociale aux travailleurs salariés et appointés, aux indépendants et aidants du secteur agricole.

L'inspecteur général de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle est toutefois habilité, dans le cadre des activités relevant de sa division, à approuver les déclarations de créance et à accorder les indemnités visées à l'alinéa 1^{er} pour autant que celles-ci n'excèdent pas 10 millions de francs.

§ 2. Délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général de la division concernée pour délivrer les attestations de capacité d'aide familiale et d'aide senior ainsi que les certificats d'immatriculation en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services et de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 13 novembre 1990 relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales.

§ 3. Délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général de la division concernée pour approuver les demandes de remboursement des dépenses éligibles au FEOGA dans le cadre de la directive du Conseil du 17 avril 1972 concernant l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture (72/161/CEE).

§ 4. Délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général de la division concernée pour accorder ou refuser le visa aux certificats de capacité et de fréquentation délivrés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 relatif à l'agrément des entreprises de formation par le travail.

Art. 97. Délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle afin de prendre les décisions relatives à des modifications de qualifications n'ayant pas d'incidence budgétaire, dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 précité.

Art. 98. Délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle afin de statuer sur les demandes d'engagement de travailleurs à mettre à la disposition de familles en cas de naissances multiples dans le cadre du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand et de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 précité.

Art. 99. Délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle en exécution des articles 12 et 14 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 décembre 1984 relatif à la formation professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture.

Section 2. — Dispositions particulières à la Division de l'industrie et du crédit public et à la Division des P.M.E.

Art. 100. En vue de l'application des mesures prévues par la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, par la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique ainsi que par les décrets du 25 juin 1992 modifiant les lois du 30 décembre 1970 et 4 août 1978, délégation est accordée au directeur général pour prendre :

1° la décision d'adaptation proportionnelle de l'aide accordée lorsqu'une modification des investissements ou de l'emploi sans incidence sur les objectifs économiques d'un programme entraîne une modification des aides accordées et pour autant que ladite adaptation n'implique pas une réduction de l'incidence budgétaire supérieure à 20 % de l'aide initialement prévue;

2° la décision de prolongation du délai de réalisation du programme d'investissements pour autant que cette prolongation n'excède pas 12 mois;

3° la décision d'accélérer le paiement des primes en capital, selon un plan théorique de paiement basé sur la date d'introduction de la demande définitive, en cas de retards importants, mais non imputables aux entreprises, dans les décisions d'octroi ou dans la liquidation des primes en capital;

4° la décision d'accepter des investissements complémentaires au programme d'investissement déposé, avant toute décision d'octroi;

5° la décision d'autoriser une modification du programme admis au bénéfice des aides après la décision d'octroi à condition de ne pas dépasser les montants engagés;

6° la décision d'étendre le délai de début de réalisation du programme d'investissements;

7° la décision d'autorisation de débiter les investissements.

Art. 101. Dans le cadre du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes au sein de la Division de l'industrie et du crédit public, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides jusqu'à concurrence des montants suivants :

- directeur général :	50.000.000 francs
- inspecteur général :	25.000.000 franc;
- directeur :	20.000.000 francs
- premier attaché :	10.000.000 francs
- attaché :	6.000.000 francs

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation d'une aide à l'investissement.

En outre, dans le cadre de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et du décret du 25 juin 1992 modifiant cette loi, le directeur général a délégation sans limitation quant au montant pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées.

Art. 102. Dans le cadre de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et du décret du 25 juin 1992 modifiant cette loi, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes au sein de la Division des P.M.E. et de la Division de l'industrie et du crédit public, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des aides, jusqu'à concurrence des montants suivants :

- directeur général :	50.000.000 francs
- inspecteur général :	25.000.000 francs
- directeur :	20.000.000 francs
- premier attaché :	10.000.000 franc;
- attaché :	6.000.000 francs

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} doivent s'entendre comme les montants subsidiables des investissements en cas d'octroi ou de liquidation d'une aide à l'investissement.

En outre, le directeur général a délégation sans limitation quant au montant pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées.

Art. 103. Le fonctionnaire investi de délégations en vertu des articles 101 et 102 est habilité à prendre les décisions d'amortissement accéléré ainsi que les décisions d'exonération du précompte immobilier.

Art. 104. Pour les dossiers définitifs introduits, avant le 1^{er} juillet 1992, en application de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles et de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions concernant :

1° les modifications n'affectant pas la réalisation de l'opération ou les conditions de l'aide, notamment la réduction du taux d'intérêt et le changement d'organisme de crédit, pour autant que l'organisme choisi soit agréé;

2° les modifications au programme de prélèvement ou de remboursement n'impliquant aucun accroissement de la charge financière pour la Région wallonne;

3° les demandes motivées de prolongation du délai imparti pour effectuer le premier prélèvement du crédit pour autant que la prolongation n'excède pas un an au-delà du délai prévu.

Art. 105. Dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1992 portant exécution de l'article 32.11 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique telle que modifiée par le décret du 25 juin 1992, délégation est accordée au directeur général afin d'autoriser la réalisation, par un conseil, d'une étude de trois jours maximum.

Art. 106. Dans le cadre de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et du décret du 25 juin 1992 modifiant cette loi, délégation est accordée aux attachés et premiers attachés de la Division des P.M.E. pour accorder ou refuser des primes d'emploi.

En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er}, la délégation dont ils sont investis est accordée, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, soit au directeur de la Direction des P.M.E., soit à l'inspecteur général de la Division des P.M.E., soit au directeur général.

Art. 107. Le directeur général transmet mensuellement, suivant le cas, au ministre qui a l'économie dans ses attributions ou au ministre qui a les P.M.E. dans ses attributions, une copie des décisions prises sur base des articles 100 à 106 du présent arrêté ainsi que les relevés des ordres de liquidation.

Art. 108. Pour les dossiers définitifs introduits avant le 1^{er} juillet 1992, en application de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, délégation est accordée au directeur général pour approuver les déclarations de créance introduites par les organismes financiers agréés en vue de la liquidation des subventions-intérêts.

L'inspecteur général de la Division de l'industrie et du crédit public et l'inspecteur général de la Division des P.M.E. sont toutefois habilités, dans le cadre des activités relevant de leur division respective, à approuver les déclarations de créances visées à l'alinéa 1^{er} pour autant que celles-ci n'excèdent pas 10 millions de francs.

Art. 109. Délégation est accordée au directeur général pour :

1° approuver les déclarations de créance de la Région wallonne relatives à la récupération des aides octroyées dans le cadre de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, de l'article 75 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires et des décrets du 25 juin 1992 modifiant les lois du 30 décembre 1970 et du 4 août 1978, à l'égard des personnes physiques ou des sociétés en faillite, en concordat ou en liquidation;

2° se prononcer sur les propositions concordataires.

Art. 110. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions de retrait ou d'arrêt des aides en application de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et des décrets du 25 juin 1992 modifiant ces lois.

Section 3. — Disposition particulière au Commissariat général au tourisme

Art. 111. Dans le cadre de l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi de subventions allouées par l'Etat pour le développement de l'équipement touristique, modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1969, délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général du Commissariat général au tourisme ainsi qu'aux fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par l'un ou l'autre de ceux-ci, pour la signature des actes hypothécaires garantissant les engagements d'affectation des biens pour lesquels des subventions supérieures à deux millions de francs sont allouées ainsi que pour la signature des actes de mainlevée sans préjudice, en ce qui concerne le changement éventuel d'affectation des biens, de l'autorisation préalable du ministre qui a le tourisme dans ses attributions.

CHAPITRE III. — Dispositions applicables à la Direction générale des technologies, de la recherche et de l'énergie

Art. 112. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de recherche et de technologies, délégation est accordée au directeur général ou dans les limites de leurs compétences respectives, à l'inspecteur général de la Division de la recherche et de la coopération scientifique, à l'inspecteur général de la Division des aides aux entreprises, à l'inspecteur général de la Division du contrôle et de la coordination des fonds structurels ou à l'inspecteur général de la Division de l'énergie pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par la Direction générale des technologies, de la recherche et de l'énergie, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

Art. 113. Délégation est accordée au directeur général, à l'inspecteur général de la Division de l'énergie, au directeur de la Direction de la distribution d'énergie ou au directeur de la Direction des opérations U.R.E. de cette division pour délivrer tout document octroyant des permissions ou autorisations de voiries relatives à la distribution de gaz et d'électricité.

Art. 114. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de recherche et de technologies, délégation est accordée au directeur général :

1° pour modifier, en cours d'exécution, les conventions d'aide gérées par la Direction générale des technologies, de la recherche et de l'énergie à condition d'en respecter l'objet et de ne pas dépasser les montants engagés;

2° sans préjudice des dispositions du présent arrêté, pour exercer les droits stipulés au nom de la Région wallonne dans lesdites conventions et exécuter les obligations que ces conventions imposent à la Région wallonne.

Art. 115. Délégation est accordée au directeur général pour désigner des participants aux activités relatives à la coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique (« COST ») et pour leur accorder le remboursement des frais de mission afférents à leur participation à ces activités.

CHAPITRE IV. — Dispositions applicables à la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement

Art. 116. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les mesures ou exercer les actions prévues à l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Le directeur général notifie sans retard au ministre qui a l'environnement dans ses attributions, les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

Art. 117. Délégation est accordée au directeur général pour interdire ou limiter la circulation des embarcations et des plongeurs pour les motifs et dans les conditions fixés à l'article 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau.

La même délégation est accordée pour permettre la circulation des embarcations et des plongeurs pour les motifs et dans les conditions fixés à l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 précité.

Art. 118. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division de la nature et des forêts pour exercer la compétence dévolue au ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, en vertu de l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 relatif à la protection de certaines espèces d'animaux vertébrés indigènes vivant à l'état sauvage, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 7 février 1984.

Art. 119. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division de la nature et des forêts pour exercer la compétence dévolue au ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, en vertu de l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 février 1984 relatif à la protection des escargots comestibles indigènes.

Art. 120. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division de la nature et des forêts pour exercer la compétence dévolue au ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions, en vertu des articles 4 et 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la protection de l'entomofaune.

Délégation est en outre accordée à l'inspecteur général de la Division de la nature et des forêts pour exercer la compétence dévolue au Gouvernement en vertu de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 sur la protection des oiseaux en Région wallonne.

CHAPITRE V. — *Dispositions applicables à la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine*

Art. 121. Dans le cadre des aides à l'équipement d'ensembles de logements instaurées en application du Code du logement ou du Code wallon du logement, délégation est accordée au directeur de la Direction des subventions aux organismes publics et privés pour approuver les projets et arrêter les documents de base d'adjudication ainsi que pour accomplir les actes relatifs à l'exécution des marchés.

Art. 122. Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine pour signer les conventions de baux à loyer et baux commerciaux relatives aux immeubles construits et/ou rénovés dans le cadre de la convention « Programme Logement - Crédits parallèles 1975-1976 », signée le 15 décembre 1977 entre l'Etat belge et la Société de développement régional pour la Wallonie.

Art. 123. Dans le cadre de la gestion des immeubles visés à l'article 122, délégation est accordée au directeur de la Direction de l'aménagement opérationnel et à l'attaché ou premier attaché chargé, au sein de cette direction, de la gestion desdits immeubles, pour comparaître aux actes suivants et les signer :

- 1° modifications des actes de base des immeubles collectifs;
- 2° actes authentiques de vente et de cession de droits emphytéotiques relatifs aux terrains, logements, baux commerciaux, cours et garages;
- 3° mainlevées d'hypothèques;
- 4° libérations de caution constituée au titre de garantie locative;
- 5° actes de quittance avec ou sans paiement;
- 6° dispense d'inscription d'office.

Art. 124. Les fonctionnaires, mentionnés à l'article 123 du présent arrêté, sont désignés, dans le cadre de la gestion des immeubles visés à l'article 122 :

- 1° en qualité d'ordonnateur des recettes;
- 2° en qualité d'ordonnateur des dépenses relatives aux commandes de fournitures de travaux et de services nécessaires à l'entretien et à la réparation du patrimoine concerné, pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 200.000 francs;
- 3° en qualité de représentant de la Région au sein des assemblées générales des copropriétaires ainsi que dans les conseils de gérance avec pouvoir d'engager la Région dans les limites des actes de base et des règlements de copropriété.

Art. 125. § 1^{er}. Délégation est accordée au directeur de la Direction de la tutelle et du contentieux pour donner mainlevée des inscriptions hypothécaires prises au profit de l'Etat ou de la Région en application des arrêtés d'exécution des articles 48 et 76 du Code du logement instaurant des primes à l'acquisition ou en application du Code wallon du logement instaurant des aides à l'achat.

Le directeur de la Direction des aides aux particuliers est autorisé, dans les mêmes conditions, à accorder cession de rang au profit de créances dont les inscriptions hypothécaires peuvent précéder en rang celles mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Délégation est accordée au directeur de la Direction des aides aux particuliers pour décider de l'octroi ou du refus des aides aux personnes physiques instaurées en application du Code wallon du logement.

Le directeur de la Direction de la tutelle et du contentieux est habilité à décider du recouvrement, total ou partiel, de ces avantages, dans les cas où leur bénéficiaire n'a pas respecté les engagements qu'il a souscrits.

§ 3. Délégation est accordée au directeur de la Direction des aides aux particuliers pour décider de l'exécution de la garantie de la Région octroyée en application du Code wallon du logement.

CHAPITRE VI. — *Dispositions applicables à la Direction générale de l'action et de la santé*

Section 1^{re}. — Disposition particulière à la Division de la santé et des infrastructures

Art. 126. Délégation est accordée au directeur général de la Direction générale de l'action sociale et de la santé et à l'inspecteur général de la Division de la santé et des infrastructures pour :

- 1° prendre toutes dispositions nécessaires en vue de procéder à une action en recouvrement des interventions du Fonds spécial d'assistance, dans les limites des articles 11, 12 et 13 de la loi du 27 juin 1956 relative au Fonds spécial d'assistance;
- 2° requérir l'inscription de l'hypothèque prévue à l'article 12 de la loi du 27 juin 1956 précitée;
- 3° requérir l'inscription et la mainlevée des hypothèques légales ou conventionnelles consenties pour garantir le remboursement des interventions du Fonds spécial d'assistance.

Section 2. — Dispositions particulières à la Division du troisième âge et de la famille

Art. 127. Délégation est accordée à l'inspecteur général de la Division du troisième âge et de la famille pour accorder ou refuser les demandes de dérogation prévues à l'article 7 et à l'article 8, 2°, 3° et 4° de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services.

Art. 128. Dans le cadre du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, délégation est accordée au directeur général pour prendre :

- 1° la décision de prolongation d'une autorisation de fonctionnement provisoire;
- 2° la décision d'octroi d'une dérogation aux normes de sécurité en vertu des dispositions d'exécution dudit décret.

Le directeur général fait rapport au ministre chaque trimestre des décisions prises en vertu du présent article.

CHAPITRE VII. — *Dispositions applicables à la Direction générale de l'agriculture*

Art. 129. Dans le cadre des missions définies à l'article 2 du décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de développement rural du statut de service à gestion séparée, délégation est accordée au directeur général de la Direction générale de l'agriculture et aux fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par celui-ci pour prendre les mesures d'exécution des décisions prises par le Gouvernement ou par le ministre que le Gouvernement délègue, notamment comparaître aux actes suivants et les signer :

- 1° les actes de remembrement prévus dans la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux, la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure et la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;
- 2° les mainlevées d'hypothèques;
- 3° les conventions de bail;
- 4° les actes de propriété consécutifs à l'exercice du droit de préemption prévu par les lois du 22 juillet 1970 et du 12 juillet 1976 mentionnées au 1°;
- 5° l'aliénation des biens acquis dans le cadre de l'exercice du droit de préemption au profit des comités de remembrement.

Art. 130. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de structures agricoles, délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général de la Division de l'intervention, pour faire connaître à toute personne qui introduit une demande d'aide gérée par la Direction générale de l'agriculture, les raisons pour lesquelles la demande ne peut être favorablement accueillie.

Art. 131. Sans préjudice de la réglementation sur les aides en matière de développement agricole, délégation est accordée au directeur général et à l'inspecteur général de la Division de l'intégration :

- 1° pour modifier, en cours d'exécution, les conventions d'aide gérées par la Direction générale de l'agriculture à condition d'en respecter l'objet et de ne pas dépasser les montants engagés;
- 2° sans préjudice des dispositions du présent arrêté, pour exercer les droits stipulés au nom de la Région wallonne dans lesdites conventions et exécuter les obligations que ces conventions imposent à la Région wallonne.

Art. 132. Délégation est accordée :

- 1° au directeur général de l'agriculture ou au fonctionnaire de niveau 1 désigné par lui à cette fin pour l'approbation des avant-projets et cahiers de charges, en matière de travaux connexes au remembrement;
- 2° au directeur général de l'agriculture ou au fonctionnaire de niveau 1 désigné par lui à cette fin pour la représentation du ministre lors des enquêtes publiques prescrites par la loi.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions communes aux différents départements du Ministère de la Région wallonne*

Art. 133. Sans préjudice des dispositions décrétales et réglementaires applicables aux taxes et redevances régionales, délégation est accordée au secrétaire général, à chaque directeur général, à l'inspecteur général du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois et aux fonctionnaires désignés à cet effet par le chef d'administration concerné pour ordonnancer, au profit de la Région wallonne, toute recette dans les matières relevant de leur compétence respective.

Art. 134. En vue de sauvegarder les droits de la Région wallonne dans les matières relevant de leur compétence respective, délégation est accordée au secrétaire général, à chaque directeur général ou à l'inspecteur général du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois pour prendre toute mesure conservatoire, notamment déposer au greffe du Tribunal de commerce compétent les déclarations relatives à toute créance à charge d'entreprises déclarées en faillite ou mises en concordat.

Art. 135. Délégation est accordée en cas d'urgence au secrétaire général, à chaque directeur général ou à l'inspecteur général du Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois pour exercer ou faire exercer toute poursuite, contrainte ou diligence nécessaire, faire citer ou comparaître devant les cours et tribunaux, tant en demandant qu'en défendant, utiliser toute voie de recours contre une décision judiciaire, constituer tous avocats et faire procéder à toute saisie.

Chaque fonctionnaire délégué notifie sans retard au ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1^{er}.

TITRE IV. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 136. A titre transitoire, délégation est accordée au secrétaire général, aux directeurs généraux concernés ou aux fonctionnaires de niveau 1 désignés à cet effet par le chef d'administration dont ils relèvent, pour approuver et ordonnancer, dans les matières relevant de leur compétence respective, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire à charge des crédits prévus sur les allocations de base du titre IV du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 137. Dans le cadre des procédures d'agrément des établissements de soins soumis à la loi sur les hôpitaux, coordonnée par l'arrêté royal du 7 août 1987, et à la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins, délégation est octroyée à l'inspecteur général de la Division de la santé et des infrastructures de la Direction générale de l'action sociale et de la santé, pour accomplir tous les actes administratifs d'instruction préalable, notamment faire procéder aux enquêtes requises par la réglementation, demander aux institutions tous documents ou renseignements complémentaires, envoyer au demandeur les résultats de l'enquête et transmettre au Conseil communautaire ou au Conseil wallon des établissements de soins les documents requis.

Art. 138. Les arrêtés du Gouvernement wallon relatifs aux délégations de pouvoirs spécifiques antérieurement octroyées au Ministère de la Région wallonne, sont abrogés, à l'exception de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs communes au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 février 1998.

Art. 139. Les Ministres, membres du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2267

[C — 99/27511]

**22. APRIL 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 69;
Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen,
abgeändert durch die Gesetze vom 21. März 1991 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1956 über den Sonderbeihilfefonds, insbesondere der Artikel 11, 12 und 13;

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1963 zur Einführung der Gewährung einer Fortbildungsvergütung, abgeändert durch die Gesetze vom 10. April 1973 und vom 22. Dezember 1989;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe, insbesondere des Artikels 21;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter, abgeändert durch die Dekrete des Wallonischen Regionalrats vom 28. Februar 1991 und vom 6. April 1995;

Aufgrund des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, in seiner nachträglich abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, insbesondere der durch das Dekret vom 21. April 1994 eingefügten Artikel 58ter und 58quater;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten, abgeändert durch die Dekrete des Wallonischen Regionalrats vom 28. Februar 1991 und vom 6. April 1995;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern, abgeändert durch die Dekrete des Wallonischen Regionalrats vom 28. Februar 1991 und vom 6. April 1995;

Aufgrund des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung, in seiner nachträglich abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1978 zu wirtschaftlichen und Haushaltsreformen, insbesondere des Artikels 75;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Französischen Gemeinschaft vom 10. Juli 1984 über die Berufsausbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 2. Juli 1987, das die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport großer Wassermengen in ein "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Regionales Unternehmen für Wassergewinnung und -zuleitung) umwandelt, abgeändert durch das Dekret vom 25. Juli 1991;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor, abgeändert durch das Dekret vom 19. Mai 1994;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 28. Februar 1991 zur Errichtung einer Dienststelle für Studien und Statistiken, insbesondere der Artikel 3 und 10;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, abgeändert durch die Gesetze vom 24. Dezember 1993, 3. April 1995 und 19. Juli 1996;

Aufgrund des Dekrets II des Wallonischen Regionalrats vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) (Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung);

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juni 1997 über die Erholungsheime, die betreuten Wohnungen und die Tagesaufnahmezentren für Betagte und zur Errichtung eines "Conseil wallon du troisième âge" (Wallonischer Seniorenrat);

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 19. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die Bedingungen für die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an die Arbeitnehmer, die in einer staatlichen Einrichtung oder in einer subventionierten bzw. zugelassenen Einrichtung einen vollständigen Ausbildungsgang des Abend- oder Sonntagsunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 15. April 1965, vom 25. April 1967, vom 5. Februar 1968, vom 18. April 1969 und vom 9. Juli 1969;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1965 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an Selbstständige und Mithelfende, die einen vollständigen Ausbildungsgang des Teilzeitunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 24. Dezember 1965, vom 20. Juni 1967, vom 9. Januar 1969, vom 14. Januar 1970 und vom 20. März 1978;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 14. Februar 1967 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung durch den Staat von Zuschüssen für die Entwicklung der touristischen Anlagen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 24. September 1969;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 bezüglich der Kontrolle über die Gewährung und Verwendung der Zuschüsse;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. Dezember 1973 zur Gewährung einer Fortbildungsvergütung an die Arbeitnehmer, die an Kursen teilnehmen, um ihre geistige, moralische und soziale Ausbildung zu verbessern, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 21. April 1975;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Mai 1975 über die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an Selbstständige und Mithelfende des landwirtschaftlichen Sektors, die bestimmte Kurse zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 12. Juni 1978 und vom 21. August 1979;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. März 1983 über den Schutz bestimmter einheimischer wildlebender Wirbeltiere, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Februar 1984;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Februar 1984 über den Schutz der einheimischen essbaren Schnecken;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 6. Dezember 1984 über die Berufsausbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über den Schutz der Insekten;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. Dezember 1988 über die Genehmigung der Dienststellen für Familien- und Betagtenhilfe und die Gewährung von Zuschüssen an diese Dienststellen, abgeändert durch die Erlasse der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 24. Dezember 1990 und vom 13. Juli 1992 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 23. März 1995, vom 6. April 1995, vom 25. April 1996, vom 24. Juli 1997 und vom 23. Juli 1998;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Ausführung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. April 1993 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. März 1995 und vom 14. September 1995;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 13. November 1990 zur Organisation von Ausbildungszentren für Familienhelferinnen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Mai 1991 über die Subventionen für die Vorbereitung und die Hinterlegung europäischer und internationaler Forschungsprojekte;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 über den Schutz der Vogelarten in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. September 1994 über die Beihilfen und Beteiligungen für die Forschung und die Technologien;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 über die Zulassung von Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Schaffung eines "Office wallon de développement rural" (Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung) genannten Abteilung innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 10. Dezember 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 22. Januar 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört,

Beschließt:

TITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Die Vollmachtserteilungen ergehen an die Mitglieder des statutarischen Personals des Ministeriums der Wallonischen Region, die in die Planstellen dieses Ministeriums eingewiesen sind.

Die Vollmachten, die dem Inhaber einer Funktion erteilt werden, werden auch dem Beamten erteilt, der mit dieser Funktion betraut ist.

Art. 2 - Wenn der Generalsekretär oder ein Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschließt, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Generalinspektor der betreffenden Abteilung.

Wenn ein Generalinspektor abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 1 erwähnten Vollmachten, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschließt, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Direktor der betreffenden Direktion.

Art. 3 - Die Vorgesetzten eines bevollmächtigten Beamten können aus irgendeinem Grund die Vollmachten ausüben, die letzterem durch vorliegenden Erlass erteilt werden. Sie dürfen den vom bevollmächtigten Beamten gefassten und mitgeteilten Beschluss jedoch nicht durch den ihrigen ersetzen.

Art. 4 - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Wenn es um den Abschluss eines Abonnements oder um das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank geht oder wenn es um eine Miete geht, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete ohne Mehrwertsteuer.

Art. 5 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dienstreise im Rahmen der Politik der internationalen Beziehungen: jede Auslandsreise, die direkt oder indirekt entweder auf die Förderung der Region im Ausland abzielt, oder auf die Suche nach jeglicher Form der internationalen Zusammenarbeit mit wallonischer Beteiligung und deren Umsetzung;

2° technische Dienstreise: jede Auslandsreise zwecks Teilnahme an Maßnahmen oder Veranstaltungen, die nicht der unter Punkt 1E angeführten Zielsetzung entspricht, mit Ausnahme der Auslandsreisen zu Ausbildungszwecken;

3° Ausgabe für Kommunikation: jede Ausgabe für schriftliche oder audiovisuelle Veröffentlichungen, für Maßnahmen zur Information und zur Sensibilisierung der Öffentlichkeit sowie für die damit verbundenen Nebenkosten;

4° Ausgabe in Bezug auf Vertretungskosten: jede Ausgabe für Restaurants, Empfänge und/oder Geschenke für Geschäftsbeziehungen, die im Rahmen der Beziehungen mit Vertretern der in Verbindung mit dem Ministerium der Wallonischen Region stehenden Einrichtungen im Interesse des Dienstes getätigt werden;

5° Ausgabe in Bezug auf spezifische Güter: jede Ausgabe für den Erwerb, die Miete, den Unterhalt oder die Instandsetzung von beweglichen oder unbeweglichen Gütern, die aufgrund der besonderen Art der auszuführenden Aufgaben, für die Durchführung eines spezifischen Programms einer bestimmten Generaldirektion, Abteilung oder Direktion unerlässlich sind, mit Ausnahme der Güter, die für jegliche Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region von Interesse sein können und die durch die Direktion der Logistik dieses Ministeriums verwaltet werden.

Jene Fälle, für die keine sichere und unmittelbare Lösung gefunden werden kann, werden dem Beschluss des Generalsekretärs unterworfen.

TITEL II — Vollmachten im Bereich der Ausgaben

KAPITEL I — Bestimmungen für das Generalsekretariat und die Kanzlei

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 6 - Unbeschadet des Dekrets vom 28. Februar 1991 zur Errichtung einer Dienststelle für Studien und Statistiken, was diese Dienststelle betrifft, wird den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Was die Dienstreisen im Rahmen der Politik der internationalen Beziehungen betrifft, wird dem Generalsekretär die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° Ausgaben bis in Höhe von 200.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Personalmitglieder der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen;

2° auf Gutachten des Generaldirektors der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen und nach Sichtvermerk der Generalsekretärs und des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Zustimmung des Ministers der Internationalen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 200.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1° angeführten Personalmitglieder.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generalsekretär die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben bis in Höhe von 100.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder des Ministeriums der Wallonischen Region;

2° nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 100.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder.

Art. 7 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung der Klasse 12 des Titels I des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, der Haushaltspläne des "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" und des "Office wallon des déchet" (Wallonisches Amt

für Abfälle) (Titel V) und des Haushaltsplans des "Office wallon de développement rural" und in Bezug auf die Kommunikation und/oder die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 500.000 BEF nicht überschreitet.

Wenn der Generalsekretär abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er aufgrund von Absatz 1 versehen ist, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Generalinspektor der Abteilung Generalsekretariat.

Art. 8 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten von der Basiszuwendung 12.02 des Titels I des Programms 12 von Organisationsbereich 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die Kommunikation und/oder die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor der Abteilung Generalsekretariat:	500.000 BEF
- Direktor der Direktion der Kommunikation:	75.000 BEF

Art. 9 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung der Klasse 12 des Titels I des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, der Haushaltspläne des "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" und des "Office wallon des déchets"(Titel V) und des Haushaltsplans des "Office wallon de développement rural" und in Bezug auf die allgemeine Dokumentation festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe über 200.000 BEF liegt und 500.000 BEF nicht überschreitet.

Wenn der Generalsekretär abwesend oder verhindert ist, ergehen die Vollmachten, mit denen er aufgrund von Absatz 1 versehen ist, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung an den Generalinspektor der Abteilung Anwerbung und Ausbildung.

Art. 10 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Programme des Organisationsbereichs 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die allgemeine Dokumentation festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	500.000 BEF
- Generalinspektor der Abteilung Anwerbung und Ausbildung:	100.000 BEF
- Direktor, erster Attaché oder verantwortlicher Attaché der Direktion der Dokumentation und des Archivs:	50.000 BEF

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 11 - Unbeschadet des Dekrets vom 28. Februar 1991 zur Errichtung einer Dienststelle für Studien und Statistiken, was diese Dienststelle betrifft, wird den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Titels II von Organisationsbereich 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben und der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3 — Verwaltung der EDV-Infrastruktur des Ministeriums

Art. 12 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klassen 12 und 74 des Programms 03 von Organisationsbereich 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 BEF nicht überschreitet.

Ferner wird dem Generalsekretär die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe in Bezug auf die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung des "Office wallon des déchets" und die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung der Abteilung Finanzverwaltung im Rahmen der Einziehung der Abgaben für Abfälle zu Lasten der Basiszuwendung der Klassen 12 und 74 des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets"(Titel V) festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 BEF nicht überschreitet.

Abschnitt 4 — Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Anwerbung und Ausbildung verbunden sind

Art. 13 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 12.03 des Titels I des Programms 06 von Organisationsbereich 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die Berufsbildung, mit Ausnahme der Ausbildungsaufträge im Ausland festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor der Abteilung Anwerbung und Ausbildung:	500.000 BEF
- Direktor der Direktion der Ausbildung:	75.000 BEF

Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, zu Lasten der Basiszuwendung 12.03 des Titels I des Programms 06 von Organisationsbereich 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region die Ausgaben in Bezug auf die Ausbildungsaufträge im Ausland festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	200.000 BEF
- Generalinspektor der Abteilung Anwerbung und Ausbildung:	75.000 BEF
- Direktor der Direktion der Ausbildung:	50.000 BEF

Abschnitt 5 — Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Personalabteilung verbunden sind

Art. 14 - Dem Generalsekretär und dem Generalinspektor der Personalabteilung wird die Vollmacht erteilt, die Versetzungsverzeichnisse in Bezug auf die Besoldungen und Zulagen des Personals zu Lasten der entsprechenden Basiszuwendungen der Klasse 11 des Titels I des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und der Titel V und VI des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region zu unterzeichnen und die Personalvergütungen zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 12 und alle anderen Personalausgaben zu Lasten der Basiszuwendungen des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und der Titel V und VI des allgemeinen Haushaltsplans der Ausgaben der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben der Kabinette, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 6 — Ausgaben, die mit den Tätigkeiten der Abteilung Finanzverwaltung und der Abteilung Haushalt verbunden sind

Art. 15 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, die Ausgaben zu Lasten der Basiszuwendung 01.01 des Titels I des Programms 07 von Organisationsbereich 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf sämtliche Rückzahlungen der Verwaltung festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 16 - Dem Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Finanzverwaltung wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe, die durch Anleiheoperationen für indirekte Verbindlichkeiten entstehen, für die der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen und der Haushalt gehören, als erster Anweisungsbefugter auftritt, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 7 — Anweisung der Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 17 - Der Generalsekretär bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen des Organisationsbereichs 10 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, sowie jede andere Ausgabe, für die der erste Anweisungsbefugte in Bezug auf Personal, Kommunikation, Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL II — Auf die Generaldirektion
der Wirtschaft und der Beschäftigung anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 18 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 11 sowie jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 18 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, Auslandsreisen, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 BEF in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° nach Zustimmung des Generalsekretärs und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben bis in Höhe von 100.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Generaldirektion, die ihm unterstehen;

2° nach Sichtvermerk des Generalsekretärs, nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 100.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 4 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 19 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Titels II von Organisationsbereich 11 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3 — Ausgaben, die nicht in den Abschnitten 1 und 2 behandelt wurden

Art. 20 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 72 des Titels II von Organisationsbereich 11 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, unter der Bedingung, dass sie sich auf den Bau oder den Ankauf von spezifischen Grundstücken oder Gebäuden für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, bezieht:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 21 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 72 des Titels II von Organisationsbereich 18 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, unter der Bedingung, dass sie sich auf den Bau, den Ankauf, die Ausstattung oder die erste Ausrüstung von spezifischen Grundstücken oder Gebäuden für die Tätigkeiten des Generalkommissariats für Tourismus oder der Direktionen, die ihnen unterstehen, bezieht:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 22 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten des Generalkommissariats für Tourismus oder der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, jede Ausgabe zu Lasten einer Basiszuwendung der Klasse 72 des Titels II von Organisationsbereich 18 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den touristischen Ausbau der Seen "Les lacs de l'Eau d'heure" festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF

Art. 23 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels I von Organisationsbereich 18 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, unter der Bedingung, dass sie sich auf den Unterhalt von spezifischen Gebäuden für die Tätigkeiten des Generalkommissariats für Tourismus oder der Direktionen, die ihnen unterstehen, bezieht:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

*Abschnitt 4 — Anweisung der Ausgaben,
für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist*

Art. 24 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 11 und den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 18 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel sowie der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, Kommunikation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL III — Auf die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 25 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, Auslandsreisen, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 BEF in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° nach Zustimmung des Generalsekretärs und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben bis in Höhe von 100.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Generaldirektion, die ihm unterstehen;

2° nach Sichtvermerk des Generalsekretärs, nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 100.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 4 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 26 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Titels II von Organisationsbereich 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3 — Anweisung der Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 27 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel sowie der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, Kommunikation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 4 — Gewährung von Zuschüssen

Art. 28 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 53.01.01 des Titels II des Programms 01 von Organisationsbereich 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region im Bereich der Zuschüsse für Haushalte mit geringem Einkommen zur Förderung von Energieeinsparungen (sogenannte MEBAR-Zuschüsse) festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 61.01.02 des Titels II des Programms 02 von Organisationsbereich 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region im Bereich der Zuschüsse für die Ausarbeitung und das Einreichen von europäischen und internationalen Forschungsprojekten (sogenannte HORIZON EUROPE-Zuschüsse) festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 29 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 32.02.03 des Titels I des Programms 03 von Organisationsbereich 12 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region im Bereich der Zuschüsse für Vorbereitungs- und Begleitstudien, mit Ausnahme der technisch-wirtschaftlichen Studien, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 30 - Die in den Artikeln 28 und 29 angeführten Vollmachten werden nur erteilt, unter der Bedingung, dass der Gesamtbetrag der fraglichen Zahlungsverpflichtungen 1.250.000 BEF nicht übersteigt.

KAPITEL IV — Auf die Generaldirektion der Lokalen Behörden anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 31 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 14 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, Auslandsreisen, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 BEF in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° nach Zustimmung des Generalsekretärs und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben bis in Höhe von 100.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Generaldirektion, die ihm unterstehen;

2° nach Sichtvermerk des Generalsekretärs, nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 100.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 4 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 32 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Titels II von Organisationsbereich 14 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3 — Anweisung der Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 33 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 14 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, Kommunikation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL V. — Auf die Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 34 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, Auslandsreisen, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien sowie der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 BEF in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Was die Dienstreisen im Rahmen der Politik der internationalen Beziehungen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° die Ausgaben bis in Höhe von 200.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen;

2° nach Zustimmung des Ministers der Internationalen Beziehungen die Ausgaben von mehr als 200.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder;

3° nach Zustimmung des Generalsekretärs die Ausgaben bis in Höhe von 200.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Personalmitglieder der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen;

4° nach Gutachten des Generaldirektors der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen und nach Sichtvermerk des Generalsekretärs und des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung des Ministers der Internationalen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 200.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 3E angeführten Personalmitglieder.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 4 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 35 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Titels II von Organisationsbereich 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilung bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3 — Ausgaben, die nicht in den Abschnitten 1 und 2 behandelt wurden

Art. 36 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 12.03 des Titels I des Programms 02 von Organisationsbereich 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die im Rahmen der Auslandsvertretungen entstehenden Kosten, festzulegen zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 37 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 71.01 des Titels II des Programms 02 von Organisationsbereich 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, unter der Bedingung, dass sie sich auf die Ausstattung von spezifischen Gebäuden für die Tätigkeiten der Abteilung bzw. der Direktionen, die ihnen unterstehen, bezieht:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 38 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels I des Programms 02 von Organisationsbereich 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und zu Lasten der variablen Mittel der betreffenden Programme festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, unter der Bedingung, dass sie sich auf von der Europäischen Union unterstützte Aktionen zur Förderung der grenzüberschreitenden Beziehungen oder auf von der Europäischen Union unterstützte Programme zur interregionalen Zusammenarbeit in Form eines Austauschs von Erfahrungen und Netzen bezieht:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 4 — Anweisung der Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 39 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 16 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel und zu Lasten der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, Kommunikation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL VI — Auf die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 40 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchet" (Titel V), mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, Auslandsreisen, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien sowie der durch Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses betroffenen Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 BEF in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° nach Zustimmung des Generalsekretärs und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben bis in Höhe von 100.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Generaldirektion, die ihm unterstehen;

2° nach Sichtvermerk des Generalsekretärs, nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 100.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 4 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 41 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Titels II von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon des déchet" (Titel V) und ausschließlich in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3 — Ausgaben, die im Rahmen der Tätigkeiten der Abteilung Natur und Forstwesen und des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz entstehen

Art. 42 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, jede Ausgabe zu Lasten des Programms 01 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die Verbesserung der domanialen Wälder und der Forsthäuser, den Ankauf von domanialen Wäldern durch die Region, die Einrichtung der domanialen Wälder durch die Region und den Bau der Forsthäuser sowie des Forstzentrums zur genetischen Verbesserung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 43 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 12.04 des Titels I des Programms 01 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die Quellensteuer der domanialen Wälder, festzulegen zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF

Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 12.11 des Titels I des Programms 03 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Bekleidungsfonds und die mit diesem Bekleidungsfonds verbundenen Dienstleistungen, festzulegen zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF

Art. 44 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 12.60 des Titels I des Programms 01 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf sämtliche Ausgaben zur Errichtung und zum Unterhalt der Felder für forstwirtschaftliche und Fischzuchtversuche im Rahmen der Station für forstwirtschaftliche und hydrobiologische Forschungen, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz:	500.000 BEF

Art. 45 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Programms 02 und des Titels II des Programms 10 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Unterhalt und die Verbesserung der domanialen Naturschutzgebiete und der öffentlichen Grünanlagen, den Ankauf domanialer Naturschutzgebiete und öffentlicher Grünanlagen durch die Region, die Einrichtung bzw. die Errichtung von domanialen Naturschutzgebieten und öffentlichen Grünanlagen durch die Region sowie die Einrichtung bzw. die Errichtung von Fischzuchtanlagen, von Laichplätzen und von jagdlichen Ausstattungen durch die Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 46 - Dem Direktor der Direktion des Jagdwesens und der Fischerei wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels I des Programms 10 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die Rückerstattung des Jagdscheins Region festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 47 - Dem Forstamtsleiter und dem Direktor der Außendienststelle, dem er untersteht, wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der vom außerplanmäßigen Rechnungsführer des betreffenden Forstamts aufgrund der Basiszuwendungen 12.08, Titel I, 73.01 und 74.06, Titel II von Organisationsbereich 13, Programme 01 und 02 vorgeschossenen Haushaltsmittel festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Abschnitt 4 — Ausgaben, die im Rahmen der Tätigkeiten der Abteilung Wasser entstehen

Art. 48 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Programms 05 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf Arbeiten für den Unterhalt der nichtschiffbaren Wasserwege und der Anlagen zur Abflussregelung, Arbeiten zur Bekämpfung der Grundwasserverschmutzung, zur Verhütung der Schäden am Grundwasser und zur Kontrolle und Verbesserung des Fließdrucks sowie Arbeiten und Studien einerseits bezüglich nichtschiffbarer Wasserwege und Entwässerungsgesellschaften, einschließlich der Sanierung der im Hochwasserbett nichtschiffbarer Wasserwege der ersten Kategorie gelegenen beschädigten Stellen und andererseits bezüglich der Wassergewinnung und -zufuhr, einschließlich der umfangreichen Wasserbauprojekte, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 49 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 01.01 des Programms 05 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Fonds für den Schutz des Oberflächenwassers, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation, Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 2 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Art. 50 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels I des Programms 05 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, die sich ausschließlich auf Entschädigungen bezieht, zu deren Zahlung die Wallonische Region zugunsten Dritter verurteilt worden ist, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 51 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen 41.01, 71.01, 73.01, 73.02, 73.20 und 74.01 des Haushaltsplans des "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Titel V) und in Bezug auf den Ankauf von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit der Tätigkeit des Betriebs, auf Arbeiten und Ankäufe, die vom Betrieb vorgenommen werden, einschließlich der Studien und Unkosten, auf Arbeiten und Studien im Bereich der Wassergewinnung und Bzufuhr, einschließlich der großen hydraulischen Arbeiten, der Verbesserungsarbeiten und der großen außerplanmäßigen Wartungsarbeiten, einschließlich der Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990, sowie auf den Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel, mit Ausnahme von nicht spezifischen Gütern und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor der Direktion der Wassergewinnung und des Transports großer Wassermengen:	500.000 BEF
- Direktor der Verwaltungsstelle und Direktor des Komplexes:	300.000 BEF

Art. 52 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Haushaltsplans des "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Titel V) und in Bezug auf die Lieferung von Gütern bzw. die Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Leistungen für die Ausführung der Aufträge des Regionalen Unternehmens, einschließlich der Gebühren und Abgaben in Bezug auf die Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Gütern und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor der Direktion der Wassergewinnung und des Transports großer Wassermengen:	500.000 BEF
- Direktor der Verwaltungsstelle und Direktor des Komplexes:	300.000 BEF

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 2 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 5 — Ausgaben, die im Rahmen der Tätigkeiten der Abteilung Abfälle entstehen

Art. 53 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen 12.04 und 14.01 des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V) und in Bezug auf die Aufwertung von Haushaltsabfällen und nichthäuslichen Abfällen, auf die Sammlung von Sonderabfällen und von rückgewinnbarem Material sowie auf die aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle von der Region vorgeschossenen außergewöhnlichen Kosten für die Behandlung, die Überführung bzw. die Beseitigung von Abfällen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 54 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 73.01 des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V) und in Bezug auf die von der Dienststelle vorgenommenen Arbeiten und Ankäufe, einschließlich der Kosten und Studien, mit Ausnahme der Ausgaben, die sich auf nicht spezifische Güter und Dienstleistungen beziehen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Art. 55 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen 12.01 und 12.01 des Haushaltsplans des "Office wallon des déchets" (Titel V) und in Bezug auf die Lieferung von Gütern bzw. die Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Leistungen für die Ausführung der Aufträge des Regionalen Betriebs, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation, Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation und nicht spezifische Gütern und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 2 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Art. 56 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 01.01 des Titels II des Programms 03 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region bezüglich des Fonds für die Abfallbewirtschaftung und in Bezug auf die Lieferung von Gütern bzw. die Erbringung von Dienstleistungen und intellektuellen Leistungen für die Ausführung der Aufträge der Zelle "saubere Technologien" und "saubere Produkte" festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 BEF nicht überschreitet, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Kommunikation, Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation und auf nicht spezifische Güter und Dienstleistungen.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 2 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

*Abschnitt 6 — Ausgaben, die im Rahmen
der Tätigkeiten der Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen entstehen*

Art. 57 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendung 73.01 des Titels II des Programms 04 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die Investitionen in Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Nutzung der Naturschätze, mit Ausnahme der Ausgaben für nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF

*Abschnitt 7 — Ausgaben, die im Rahmen der Tätigkeiten der Abteilung
Umweltpolizei entstehen*

Art. 58 - Dem Generaldirektor und, während der Dauer der Aufsicht des Noteinsatzdienstes, auch dem Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben zu Lasten des Titels I des Programms 08 von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die von der Region vorgeschossenen Beträge für die bei Noteinsätzen zur Beseitigung einer Verschmutzung entstehenden Kosten, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 BEF nicht überschreitet, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

*Abschnitt 8 — Anweisung der Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte
eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist*

Art. 59 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 13 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, in den Basiszuwendungen des Haushaltsplans der regionalen Betriebe (Titel V) vorgesehenen Mittel sowie der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, Kommunikation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

*KAPITEL VII — Auf die Generaldirektion der Raumordnung,
des Wohnungswesens und des Erbes anwendbare Bestimmungen*

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 60 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, Auslandsreisen, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 BEF in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° nach Zustimmung des Generalsekretärs und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben bis in Höhe von 100.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Generaldirektion, die ihm unterstehen;

2° nach Sichtvermerk des Generalsekretärs, nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 100.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 4 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 61 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Titels II von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3. — Ausgaben, die nicht in den Abschnitten 1 und 2 behandelt wurden

Art. 62 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels II des Programms 01 von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Abbruch von Gebäuden und die Versetzung fester oder beweglicher Anlagen, die in Übertretung der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe errichtet oder installiert worden sind, (einschließlich der für Rechnung Dritter ausgeführten Arbeiten und der betriebsfähigen Vorschüsse) festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 BEF nicht überschreitet.

Art. 63 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels II des Programms 02 von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den von der Region getätigten Ankauf der zur Ausführung des Programms und der Pläne erforderlichen Gebäude, einschließlich der Einrichtungen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor der Abteilung Raumordnung und Städtebau:	500.000 BEF

Art. 64 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede dringende Ausgabe für den Unterhalt zu Lasten der Basiszuwendung 01.02 des Titels I und zu Lasten der Basiszuwendungen des Titels II des Programms 06 von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Unterhalt des wallonischen Erbgutes, auf betriebsfähige Zuschüsse und für die Restaurierung von Denkmälern und Landschaften, des privaten oder öffentlichen Bereichs, oder die noch für den Gottesdienst genutzt werden sowie auf die Bauwerke, architektonischen Gefüge und Landschaften, die der Region gehören, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor der Abteilung Erbe:	500.000 BEF

Art. 65 - Dem Generalinspektor der Abteilung Wohnungswesen wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen der in Anwendung des Wohngesetzbuches oder des Wallonisches Wohngesetzbuches eingeführten Beihilfen für die Ausstattung von Wohnungsgruppen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 51 des Titels II des Programms 05 von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und ausschließlich in Bezug auf Honorare im Rahmen von durch den ersten Anweisungsbefugten angewiesenen Verträgen für Studien und Bauaufträgen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 500.000 BEF nicht überschreitet.

Dem Direktor der Direktion der Subventionen an öffentliche und private Einrichtungen wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen der in Anwendung des Wohngesetzbuches oder des Wallonisches Wohngesetzbuches eingeführten Beihilfen für die Ausstattung von Wohnungsgruppen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 51 des Titels II des Programms 05 von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und ausschließlich in Bezug auf Versuchskosten und sonstige Kosten im Rahmen von durch den ersten Anweisungsbefugten angewiesenen Verträgen für Studien und Bauaufträgen, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 75.000 BEF nicht überschreitet.

Dem Direktor der Direktion der Privatbeihilfen wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe in Bezug auf die durch das Wallonische Wohngesetzbuch eingeführten Beihilfen für natürliche Personen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

*Abschnitt 4 — Anweisung der Ausgaben,
für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist*

Art. 66 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel sowie der variablen Mittel der betreffenden Programme eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, Kommunikation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

**KAPITEL VIII — Auf die Generaldirektion
der Sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens anwendbare Bestimmungen**

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 67 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 17 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region, mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, Auslandsreisen, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 BEF in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° nach Zustimmung des Generalsekretärs und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben bis in Höhe von 100.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Generaldirektion, die ihm unterstehen;

2° nach Sichtvermerk des Generalsekretärs, nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 100.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 4 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 68 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 von Organisationsbereich 17 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3 — Ausgaben, die nicht in den Abschnitten 1 und 2 behandelt wurden

Art. 69 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen 34.01 und 34.02 des Titels I des Programms 01 von Organisationsbereich 17 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und in Bezug auf die Übernahme der Unterhaltskosten und Kosten für die Behandlung Bedürftiger und auf die Zuschüsse im Bereich der sozialen Krankheiten, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen, sofern der Betrag der Ausgabe 1.250.000 BEF nicht überschreitet.

Abschnitt 4 — Anweisung der Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 70 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 17 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region vorgesehenen Mittel eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, Kommunikation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL IX — Auf die Generaldirektion der Landwirtschaft anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 — Studien, Kommunikation, Dokumentation, Teilnahme an Seminaren und Kolloquien, Kosten für Versammlungen, Expertisen, Verfahrenskosten, Kosten für die Honorare von Rechtsanwälten, Ankäufe von kurzlebigen beweglichen Gütern und andere verschiedene Dienstleistungen

Art. 71 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 12 des Titels I von Organisationsbereich 15 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon de développement rural", mit Ausnahme der Ausgaben für Kommunikation und der Ausgaben in Bezug auf Vertretungskosten, allgemeine Dokumentation, Auslandsreisen, nicht spezifische Güter und Dienstleistungen und Studien festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 100.000 BEF in Bezug auf die Teilnahme an Seminaren und Kolloquien und auf die Kosten für Versammlungen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° nach Zustimmung des Generalsekretärs und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben bis in Höhe von 100.000 BEF in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder der Generaldirektion, die ihm unterstehen;

2° nach Sichtvermerk des Generalsekretärs, nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Benachrichtigung der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als 100.000 BEF für Auslandsreisen der in Punkt 1E angeführten Personalmitglieder.

Dem Generaldirektor wird zudem die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bis zu 200.000 BEF in Bezug auf die allgemeine Dokumentation und die Vertretungskosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Der Generalsekretär ist unverzüglich über die in Absatz 4 angeführten Ausgaben zu informieren. In Ermangelung seiner Benachrichtigung wird Artikel 3 des Erlasses angewandt.

Abschnitt 2 — Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern

Art. 72 - Den Inhabern nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen der Klasse 74 des Titels II von Organisationsbereich 19 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon de développement rural" und in Bezug auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern für die Tätigkeiten der Abteilungen bzw. Direktionen, die ihnen unterstehen, mit Ausnahme der Ankäufe für die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor:	1.250.000 BEF
- Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor:	75.000 BEF

Abschnitt 3 — Anweisung der Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist

Art. 73 - Der Generaldirektor bzw. die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 sind befugt, die Ausgaben, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der in den Basiszuwendungen von Organisationsbereich 19 des Verwaltungshaushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region und des Haushaltsplans des "Office wallon de développement rural" vorgesehenen Mittel eingegangen ist, mit Ausnahme der Ausgaben in Bezug auf Personal, Kommunikation und nicht spezifische Güter und Dienstleistungen, zu genehmigen und anzuweisen.

KAPITEL X — Gemeinsame Bestimmungen für die Ausgaben des Ministeriums der Wallonischen Region

Art. 74 - Wenn die durch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten einen öffentlichen Auftrag betreffen, für den die Wallonische Region öffentlicher Auftraggeber ist, haben die Inhaber der in diesen Bestimmungen erwähnten Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge Vollmacht:

- 1° das Sonderlastenheft zu bestimmen, die Vergabeart zu wählen und das Verfahren einzuleiten;
- 2° die Submittenten für einen Auftrag auszuwählen;
- 3° den Auftrag zu vergeben;

4° die Handlungen in Bezug auf die Ausführung des Auftrags vorzunehmen, unbeschadet der in Anwendung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen bezüglich der öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen auf den Beamten, der in dem Sonderlastenheft bezeichnet wird, übertragenen Zuständigkeiten.

In Abweichung von Absatz 1, 4E sind allein der Generalsekretär, der betreffende Generaldirektor und der Generalinspektor des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der Dienststellen, die ihnen unterstehen, bis zu einem Betrag in Höhe von 500.000 BEF von den grundlegenden Klauseln und Bedingungen des abgeschlossenen Auftrags abzuweichen, einen Vergleich einzugehen und Geldstrafen wegen einer verspäteten Ausführung des Auftrags aufzuerlegen.

Art. 75 - In Abweichung von den vorangehenden Bestimmungen sind der Generalsekretär und, wenn dieser abwesend oder verhindert ist, der Generalinspektor der Abteilung Öffentlicher Dienst für Aufträge in Bezug auf die Tätigkeiten der Dienststelle für Studien und Statistiken allein befugt:

- 1° das Sonderlastenheft zu bestimmen, die Vergabeart zu wählen und das Verfahren einzuleiten;
- 2° die Submittenten für einen Auftrag auszuwählen;
- 3° den Auftrag zu vergeben;

4° unbeschadet der in Anwendung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen bezüglich der öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen auf den Beamten, der in dem Sonderlastenheft bezeichnet wird, übertragenen Zuständigkeiten, die Handlungen in Bezug auf die Ausführung des Auftrags vorzunehmen, einschließlich von den grundlegenden Klauseln und Bedingungen des abgeschlossenen Auftrags abzuweichen, einen Vergleich einzugehen und Geldstrafen wegen einer verspäteten Ausführung des Auftrags aufzuerlegen.

Die in Absatz 1 angeführten Vollmachten werden nur erteilt, sofern der Betrag der Ausgabe 500.000 BEF nicht überschreitet, und bis in Höhe von insgesamt 20 Millionen pro Jahr.

Art. 76 - Im Rahmen der Genehmigung zusätzlicher oder abändernder Arbeiten, für die die Wallonische Region Bauherr oder bezuschussende Behörde ist, können der Betrag einer Abrechnung bzw. die Gesamtheit der Beträge der aufeinanderfolgenden Abrechnungen von den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der Beträge und des Prozentsatzes des ursprünglichen Betrags der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Submission genehmigt werden:

- Generalsekretär, Generaldirektor oder Generalinspektor des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz: 15 % bis zu 1.250.000 BEF
- Generalinspektor: 15% bis zu 500.000 BEF
- Direktor: 15 % bis zu 75.000 BEF.

Im Rahmen der in Anwendung des Wohngesetzbuches oder des Wallonischen Wohngesetzbuches eingeführten Beihilfen für die Ausstattung von Wohnungsgruppen kann der Betrag einer Abrechnung bzw. die Gesamtheit der Beträge der aufeinanderfolgenden Abrechnungen für einen Bauauftrag, für die der erste Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung eingegangen ist, von den Inhabern nachstehender Funktionen innerhalb der betreffenden Abteilungen oder Direktionen der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes bis in Höhe der Beträge und des Prozentsatzes des ursprünglichen Betrags der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Submission genehmigt werden:

- Generaldirektor: 15% bis zu 3.000.000 BEF
- Generalinspektor: 15% bis zu 2.000.000 BEF
- Direktor: 15% bis zu 1.000.000 BEF

Art. 77 - Die Bestellscheine und die Vertragsentwürfe in Bezug auf den Erwerb, die Miete, den Unterhalt oder die Instandsetzung von nicht spezifischen Gütern bzw. Dienstleistungen werden dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region übermittelt, der sie je nach Fall an die Direktion der Immobilienverwaltung oder die Direktion der Mobiliarvermögensverwaltung des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen weiterleitet.

Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses bezüglich der allgemeinen Dokumentation wird jedoch den Inhabern nachstehender Funktionen bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, den Bestellschein bzw. den Vertragsentwurf zu unterzeichnen sowie die sich daraus ergebenden Ausgaben zu genehmigen und anzuweisen:

- Generalsekretär:	1.250.000 BEF
- für die Direktion der Logistik zuständiger Generalinspektor:	500.000 BEF
- Direktor der Direktion der Logistik:	75.000 BEF

Art. 78 - Der Generalsekretär, die Generaldirektoren und der Generalinspektor des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz dürfen in den Angelegenheiten, die zu ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich gehören, gemäß den Bestimmungen von Artikel 1, 2E, a) des Königlichen Erlasses vom 31. Mai 1966 zur Regelung der Kontrolle der Eingehung der Zahlungsverpflichtungen in den Dienststellen allgemeiner Verwaltung des Staates vorläufige Verpflichtungen eingehen.

Art. 79 - Dem Generalsekretär, jedem Generaldirektor und dem Generalinspektor des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz wird für die Angelegenheiten, die sie betreffen, die Vollmacht erteilt:

1° die Zahlung von Geldvorschüssen an die von der Regierung bzw. von dem von der Regierung beauftragten Minister bestimmten außerplanmäßigen Rechnungsführer, mit Ausnahme der außerplanmäßigen Rechnungsführer der Ministerkabinette, zu genehmigen;

2° Darlehenseröffnungen durchzuführen.

Der zu diesem Zweck bevollmächtigte Beamte erstattet dem zuständigen Minister Bericht über die Geldvorschüsse und Darlehenseröffnungen, die er gewährte, und fügt gegebenenfalls ein Gutachten der Finanzinspektion bei.

Art. 80 - Jeder bevollmächtigte Beamte ist verpflichtet, dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region jeden Monat folgende Informationen über den Dienstweg zukommen zu lassen:

1° eine Liste der Ausgabeverpflichtungen und der Ausgabeanweisungen, die er in Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses vorgenommen hat;

2° eine Bestandsaufnahme der neuen vermögensrechtlichen Anschaffungen unter Angabe der Inventarnummer, die dem Material zugeteilt worden ist, und seines Standortes.

Die in Absatz 1 erwähnten Dokumente werden dem Generalsekretär binnen fünfzehn Tagen nach Ablauf des betreffenden monatlichen Zeitraums übermittelt. Der Generalsekretär leitet diese Dokumente an die Minister weiter, die von der Funktion her zuständig sind.

Art. 81 - Die vorangehenden Bestimmungen führen nicht dazu, dass der erste Anweisungsbefugte der Behörde nicht mehr dafür zuständig ist, alle im vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Unbeschadet des Absatzes 1 werden die Vollmachten für die Verpflichtungen eingestellt, sobald der Betrag der von den bevollmächtigten Beamten festgelegten Ausgaben 75 % der für die betreffende Basiszuwendung vorgesehenen Mittel überschreitet. Die Einstellung kann mit der vorherigen Erlaubnis des ersten Anweisungsbefugten aufgehoben werden.

Absatz 2 findet jedoch keine Anwendung im Bereich der festen Ausgaben.

TITEL III — Sondervollmachten

KAPITEL I — Auf das Generalsekretariat anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Haushalt

Art. 82. Der Generalsekretär oder die zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten sind bevollmächtigt, die Anweisungen von Ausgaben zu Lasten des Haushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region zu unterzeichnen.

Art. 83. Der Generalinspektor der Abteilung Haushalt des Ministeriums wird als Aufsichtsbeamter bestimmt, um die Rechnungen der außerplanmäßigen Rechnungsführer, mit Ausnahme der Rechnungen der außerplanmäßigen Rechnungsführer der Ministerkabinette, zu genehmigen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Finanzverwaltung

Art. 84. Der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Eröffnung und den Abschluss der Konten von den Finanzinstituten vornehmen zu lassen und ihre Funktionsweise zu bestimmen. Er teilt diesen Instituten die Muster der Unterzeichnung des planmäßigen Rechnungsführers und der eventuellen Mitunterzeichner und Stellvertreter mit.

Art. 85 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die im Namen der Regionalen Finanzverwaltung in den Büchern des Kassenverwalters der Wallonischen Region eröffnete Kreditlinie flüssig zu machen.

Art. 86 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in Bezug auf die Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von höchstens einem Monat anzuweisen, damit das Gleichgewicht der Regionalen Finanzverwaltung unter den besten Bedingungen gewährleistet wird. Er ist zudem befugt, jede Ausgabe, die aus dieser Befugnis entsteht, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 87 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in Bezug auf die Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von mehr als einem Monat anzuweisen, die durch den für den Haushalt und die Finanzen zuständigen Minister beschlossen worden sind. Er ist zudem befugt, jede Ausgabe, die aus dieser Befugnis entsteht, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 88 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Beschlüsse zu fassen, die Verträge abzuschließen und die Durchführungsmaßnahmen in Bezug auf die Finanzverwaltung im Rahmen der Anleihen oder Anlagen mit einer Dauer von mehr als einem Jahr und die durch den für den Haushalt und die Finanzen zuständigen Minister beschlossen worden sind, anzuweisen. Er ist zudem befugt, jede Ausgabe, die aus dieser Befugnis entsteht, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 89 - Der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die Beschlüsse in Bezug auf die regionalen Anleihen zu fassen, die im Rahmen des in Artikel 54 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen vorgesehenen Mechanismus vom Staat garantiert werden.

Art. 90 - Der Direktor der Direktion der Finanzierung der Abteilung Finanzverwaltung ist befugt, die vom Kassenverwalter der Region aufgestellten Abrechnungen in Bezug auf die in Rechnung gestellten Soll- und Habenzinsen sowie auf verschiedene Kosten und Bankprovisionen zu genehmigen. Er ist zudem befugt, jede Ausgabe, die aus dieser Befugnis entsteht, festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 91 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Generaleinnehmer, dem Einnehmer der Abgaben und Gebühren, dem Rechnungsführer der Streitfälle und dem Rechnungsführer der ruhenden Gelder die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jedes Streitfalls in Bezug auf Angelegenheiten, die zu ihrer Rechnungsführung gehören, angebracht sind.

Art. 92 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Generaleinnehmer, dem Einnehmer der Abgaben und Gebühren die Vollmacht erteilt, sämtliche vorsorglichen Maßnahmen zu ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs oder einem Vergleich sämtliche Schuldforderungen zu unterzeichnen und einzureichen, die aus den zu ihrer Rechnungsführung gehörenden Angelegenheiten hervorgehen.

Abschnitt 3 — Sonderbestimmung für die Abteilung Anwerbung und Ausbildung

Art. 93 - Dem Generalsekretär wird die Vollmacht erteilt, die internen Ausbilder unter den Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region, die sich beworben haben und eine Erfahrung auf dem Gebiet der Ausbildung aufweisen, zu benennen, sofern diese Benennungen nicht dem Interesse des Dienstes schaden.

Ferner ist der Generalsekretär befugt, die Ausbilder zu benennen, die nicht zum Ministerium der Wallonischen Region gehören.

Abschnitt 4 — Sonderbestimmung für die Abteilung Generalsekretariat

Art. 94 - Dem Generalsekretär und bei seiner Abwesenheit oder Verhinderung dem Generalinspektor der Abteilung Generalsekretariat wird die Vollmacht erteilt, Mietvereinbarungen im Rahmen der zeitweiligen Nutzung der Räumlichkeiten der Informations- und Empfangszentren des Ministeriums der Wallonischen Region durch natürliche oder juristische Personen zu unterzeichnen.

KAPITEL II — Auf die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 - Sonderbestimmungen für die Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung

Art. 95 - Im Rahmen des Königlichen Erlasses Nr. 34 vom 20. Juli 1967 über die Beschäftigung von Arbeitnehmern ausländischer Staatsangehörigkeit wird dem Generaldirektor, dem Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung, dem Direktor der Direktion der Beschäftigung und der Einwanderung, sowie den Attachés und ersten Attachés dieser Direktion die Vollmacht erteilt, über die Anträge auf Beschäftigungs- und auf Arbeitsgenehmigung sowie die Anträge auf ihre Verlängerung bzw. Erneuerung zu befinden.

Art. 96 - § 1. In Anwendung des Gesetzes vom 1. Juli 1963 zur Einführung der Gewährung einer Fortbildungsvergütung, des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die Bedingungen für die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an die Arbeitnehmer, die in einer staatlichen Einrichtung oder in einer subventionierten bzw. zugelassenen Einrichtung einen vollständigen Ausbildungsgang des Abend- oder Sonntagsunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1965 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an Selbstständige und Mithelfende, die einen vollständigen Ausbildungsgang des Teilzeitunterrichts zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, des Königlichen Erlasses vom 28. Dezember 1973 zur Gewährung einer Fortbildungsvergütung an die Arbeitnehmer, die an Kursen teilnehmen, um ihre geistige, moralische und soziale Ausbildung zu verbessern und des Königlichen Erlasses vom 27. Mai 1975 über die Gewährung einer Fortbildungsvergütung an Selbstständige und Mithelfende des landwirtschaftlichen Sektors, die bestimmte Kurse zur Verbesserung ihrer beruflichen Qualifikation mit Erfolg beendet haben, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Forderungsanmeldungen zu genehmigen und den Lohnarbeitern und Gehaltsempfängern, Selbstständigen und Mithelfenden des landwirtschaftlichen Sektors Fortbildungsvergütungen zu gewähren.

Der Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung ist jedoch befugt, im Rahmen der Tätigkeiten seiner Abteilung die Forderungsanmeldungen zu genehmigen und die in Absatz 1 angeführten Vergütungen zu gewähren, sofern sie 10 Millionen BEF nicht überschreiten.

§ 2. Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der betreffenden Abteilung wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. Dezember 1988 über die Genehmigung der Dienststellen für Familien- und Betagtenhilfe und die Gewährung von Zuschüssen an diese Dienststellen und des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 13. November 1990 zur Organisation von Ausbildungszentren für Familienhelferinnen die Befähigungszeugnisse als Familienhelferin und Altenpflegehelferin sowie die Eintragungsbescheinigungen auszustellen.

§ 3. Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der betreffenden Abteilung wird die Vollmacht erteilt, die Anträge auf Rückerstattung der für den EAGL zulässigen Ausgaben im Rahmen der Richtlinie des Rates vom 17. April 1972 über die sozialwirtschaftliche Information und die berufliche Qualifikation der in der Landwirtschaft beschäftigten Personen (72/161/EWG) zu genehmigen.

§ 4. Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der betreffenden Abteilung wird die Vollmacht erteilt, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 über die Zulassung von Unternehmen für die Ausbildung durch Arbeit ausgestellten Befähigungszeugnisse und Anwesenheitsbescheinigungen mit einem Sichtvermerk zu versehen oder nicht.

Art. 97 - Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Ausführung des vorerwähnten Dekrets vom 31. Mai 1990 alle Entscheidungen über die Änderungen von Qualifikationen, die keinerlei Einwirkung auf den Haushaltsplan haben, zu treffen.

Art. 98 - Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nicht-kommerziellen Sektor und des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Ausführung des vorerwähnten Dekrets vom 31. Mai 1990 über die Anträge auf Anstellung von Arbeitnehmern, die den Familien im Falle von Mehrlingsgeburten zur Verfügung zu stellen sind, zu beschließen.

Art. 99 - Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung wird in Ausführung der Artikel 12 und 14 des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 6. Dezember 1984 über die Berufsausbildung der in der Landwirtschaft arbeitenden Personen Vollmacht erteilt.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen für die Abteilung Industrie und Öffentliches Kreditwesen
und die Abteilung Klein- und Mittelbetriebe

Art. 100 - Zur Anwendung der Maßnahmen, die in dem Gesetz vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe, in dem Gesetz vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, in dem Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung sowie in den Dekreten vom 25. Juni 1992 zur Abänderung der Gesetze vom 30. Dezember 1970 und vom 4. August 1978 vorgesehen worden sind, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt:

1° den Beschluss zur proportionalen Anpassung der gewährten Beihilfe zu fassen, wenn eine Änderung der Investitionen bzw. der Beschäftigtenzahl ohne Auswirkung auf die wirtschaftlichen Ziele eines Programms eine Änderung der gewährten Beihilfen mit sich bringt und sofern die Haushaltsmittel durch diese Anpassung nicht um mehr als 20% der ursprünglich vorgesehenen Beihilfe reduziert werden;

2° den Beschluss zur Verlängerung der Frist für die Verwirklichung des Investitionsprogramms zu fassen, sofern diese Verlängerung nicht über 12 Monate hinausgeht;

3° bei einem nicht auf den Betrieb zurückzuführenden beträchtlichen Verzug in der Entscheidung über die Gewährung einer Kapitalprämie bzw. in ihrer Auszahlung zu beschließen, die Zahlung der Kapitalprämie nach einem auf dem Datum der Einreichung des endgültigen Antrags beruhenden theoretischen Auszahlungsplan zu beschleunigen;

4° vor jedem Gewährungsbeschluss zu beschließen, zusätzliche Investitionen zum eingereichten Investitionsprogramm anzunehmen;

5° nach dem Gewährungsbeschluss zu beschließen, eine Änderung des für die Gewährung der Beihilfen zugelassenen Programms zu erlauben, sofern die zugesagten Beträge nicht überschritten werden;

6° den Beschluss zur Verlängerung der Frist für den Beginn der Ausführung des Investitionsprogramms zu fassen;

7° zu beschließen, dass die Investitionen in Angriff genommen werden dürfen.

Art. 101 - Im Rahmen des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung wird den Inhabern nachstehender Funktionen innerhalb der Abteilung Industrie und Öffentliches Kreditwesen bis in Höhe nachstehender Beträge die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

- Generaldirektor:	50.000.000 BEF
- Generalinspektor:	25.000.000 BEF
- Direktor:	20.000.000 BEF
- Erster Attaché:	10.000.000 BEF
- Attaché:	6.000.000 BEF

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschussbaren Beträge der Investitionen.

Ferner hat der Generaldirektor im Rahmen des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieses Gesetzes ohne Begrenzung in Bezug auf den Betrag Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen, sofern die dafür vorgesehenen Bedingungen eingehalten werden.

Art. 102 - Im Rahmen des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieses Gesetzes wird den Inhabern nachstehender Funktionen innerhalb der Abteilung KMB und der Abteilung Industrie und Öffentliches Kreditwesen bis in Höhe nachstehender Beträge die Vollmacht erteilt, die Gewährung, die Verweigerung und die Auszahlung der Beihilfen zu beschließen:

- Generaldirektor:	50.000.000 BEF
- Generalinspektor:	25.000.000 BEF
- Direktor:	20.000.000 BEF
- Erster Attaché:	10.000.000 BEF
- Attaché:	6.000.000 BEF

Die in Absatz 1 erwähnten Beträge sind die bei der Gewährung bzw. Auszahlung einer Investitionsbeihilfe bezuschussbaren Beträge der Investitionen.

Ferner hat der Generaldirektor ohne Begrenzung in Bezug auf den Betrag Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen, sofern die dafür vorgesehenen Bedingungen eingehalten werden.

Art. 103 - Der aufgrund der Artikel 101 und 102 mit Vollmachten versehene Beamte ist befugt, die Beschlüsse zur beschleunigten Abschreibung sowie die Beschlüsse zur Befreiung vom Immobilienvorabzug zu fassen.

Art. 104 - Für die in Anwendung des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe und des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung vor dem 1. Juli 1992 eingereichten endgültigen Akten wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse zu fassen in Bezug auf:

1° Abänderungen ohne Auswirkung auf die Verwirklichung des Vorhabens oder die Bedingungen zur Gewährung der Beihilfe, insbesondere die Reduzierung des Zinssatzes und den Wechsel der Kreditanstalt, sofern die gewählte Anstalt anerkannt ist;

2° Abänderungen des Programms für die Abhebung oder die Tilgung des Kredits, die keine Erhöhung der finanziellen Last für die Wallonische Region mit sich bringen;

3° begründete Anträge auf Verlängerung der zur ersten Abhebung des Kredits bewilligten Frist, sofern die Verlängerung nicht mehr als ein Jahr über die vorgesehene Frist hinausgeht.

Art. 105 - Im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1992 zur Ausführung von Artikel 32.11 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, so wie es durch das Dekret vom 25. Juni 1992 abgeändert worden ist, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Ausführung einer höchstens dreitägigen Studie durch einen Berater zu erlauben.

Art. 106 - Im Rahmen des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieses Gesetzes wird den Attachés und den ersten Attachés der Abteilung KMB die Vollmacht erteilt, Beschäftigungsprämien zu gewähren oder zu verweigern.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Beamten abwesend oder verhindert sind, ergeht die Vollmacht, mit der sie versehen sind, während der Dauer der Abwesenheit bzw. der Verhinderung entweder an den Direktor der Direktion der KMB oder an den Generalinspektor der Abteilung KMB oder an den Generaldirektor.

Art. 107 - Jeden Monat übermittelt der Generaldirektor dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, bzw. dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die KMB gehören, eine Kopie der aufgrund der Artikel 100 bis 106 des vorliegenden Erlasses gefassten Beschlüsse sowie die Verzeichnisse der Auszahlungsanweisungen.

Art. 108 - Für die in Anwendung des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung und des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung vor dem 1. Juli 1992 eingereichten endgültigen Akten wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, die Schuldforderungen zu genehmigen, die die anerkannten Finanzinstitute im Hinblick auf die Auszahlung der Zinszuschüsse einreichen.

Der Generalinspektor der Abteilung Industrie und Öffentliches Kreditwesen und der Generalinspektor der Abteilung KMB sind jedoch befugt, im Rahmen der Tätigkeiten ihrer jeweiligen Abteilung die in Absatz 1 erwähnten Schuldforderungen zu genehmigen, sofern diese 10 Millionen BEF nicht überschreiten.

Art. 109 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

1° die Schuldforderungen der Wallonischen Region in Bezug auf die Einforderung der im Rahmen des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zwecks Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industriebetriebe, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, des Artikels 75 des Gesetzes vom 5. August 1978 über wirtschaftliche und Haushaltsreformen und der Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung der Gesetze vom 30. Dezember 1970 und vom 4. August 1978 gewährten Beihilfen zu Lasten von natürlichen Personen oder Gesellschaften zu genehmigen, die einem Konkurs-, einem Vergleichsverfahren bzw. einer Liquidation unterliegen.

2° über die Vorschläge zu einem Vergleich zu entscheiden.

Art. 110 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Beschlüsse zum Entzug oder zur Einstellung der Beihilfen in Anwendung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 betreffend den Wirtschaftsaufschwung, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und der Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung dieser Gesetze zu fassen.

Abschnitt 3 — Sonderbestimmungen für das Generalkommissariat für Tourismus

Art. 111 - Im Rahmen des Königlichen Erlasses vom 14. Februar 1967 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung durch den Staat von Zuschüssen für die Entwicklung der touristischen Anlagen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 24. September 1969, wird dem Generaldirektor und dem Generalinspektor des Generalkommissariat für Tourismus sowie den zu diesem Zweck von einem der beiden vorerwähnten Personen bestimmten Beamten der Stufe 1 die Vollmacht erteilt, die hypothekarischen Urkunden zu unterzeichnen, durch die Verpflichtungen hinsichtlich der Zweckbestimmung der Güter, für die Zuschüsse über einen Betrag von mehr als 2 Millionen BEF gewährt werden, eingegangen werden, sowie die Aufhebungsurkunden zu unterzeichnen, unbeschadet der vorherigen Genehmigung des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tourismus gehört, was eine eventuelle Änderung der Zweckbestimmung der Güter betrifft.

KAPITEL III — Auf die Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie anwendbare Bestimmungen

Art. 112 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen im Bereich der Forschung und der Technologien wird dem Generaldirektor oder, im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten, dem Generalinspektor der Abteilung Forschung und Wissenschaftliche Kooperation, dem Generalinspektor der Abteilung Beihilfen an Unternehmen, dem Generalinspektor der Abteilung Kontrolle und Koordinierung der Strukturfonds und dem Generalinspektor der Abteilung Energie die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen durch die Generaldirektion der Technologien und der Forschung behandelten Antrag auf Beihilfe eingereicht hat, die Gründe mitzuteilen, aus denen dem Antrag nicht stattgegeben werden kann.

Art. 113 - Dem Generaldirektor, dem Generalinspektor der Abteilung Energie, dem Direktor der Direktion der Energieversorgung dieser Abteilung oder dem Direktor der Direktion der rationellen Energieverwertung dieser Abteilung wird die Vollmacht erteilt, jedes Dokument auszustellen, mit dem eine Genehmigung bzw. eine Erlaubnis für die Inanspruchnahme von Wegeanlagen in Bezug auf die Gas- und Stromverteilung erteilt wird.

Art. 114 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen im Bereich der Forschung und der Technologien wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt:

1° die von der Generaldirektion der Technologien und der Forschung verwalteten Verträge in Bezug auf Beihilfen während der Ausführung zu ändern, sofern der Zweck eingehalten wird und die zugesagten Beträge nicht überschritten werden;

2° unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses die im Namen der Wallonischen Region in diesen Verträgen bestimmten Rechte auszuüben und die Verpflichtungen zu erfüllen, die diese Verträge der Wallonischen Region auferlegen.

Art. 115 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die Teilnehmer an den Tätigkeiten in Bezug auf die Europäische Zusammenarbeit im Bereich der wissenschaftlichen und technischen Forschung ("COST") zu benennen und ihnen die Rückerstattung der Dienstreisekosten in Zusammenhang mit diesen Tätigkeiten zu gewähren.

KAPITEL IV — Auf die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt anwendbare Bestimmungen

Art. 116 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, die in Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Maßnahmen zu ergreifen oder die in diesem Artikel vorgesehenen Handlungen auszuführen.

Der Generaldirektor teilt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

Art. 117 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, den Verkehr der Boote und Taucher aus den in Artikel 6, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 zur Regelung des Verkehrs der Boote und der Taucher auf und in den Wasserläufen angeführten Gründen und unter den in diesem Artikel festgelegten Bedingungen zu untersagen oder einzuschränken.

Dieselbe Vollmacht wird erteilt, um den Verkehr der Boote und der Taucher aus den in Artikel 6, Absatz 1 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 angeführten Gründen zu erlauben.

Art. 118 - Dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen wird die Vollmacht erteilt, die Zuständigkeit auszuüben, die dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, aufgrund von Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 30. März 1983 über den Schutz gewisser wildlebender einheimischer Wirbeltierarten, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 7. Februar 1984, übertragen worden ist.

Art. 119 - Dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen wird die Vollmacht erteilt, die Zuständigkeit auszuüben, die dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, aufgrund von Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Februar 1984 über den Schutz der einheimischen essbaren Schnecken übertragen worden ist.

Art. 120 - Dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen wird die Vollmacht erteilt, die Zuständigkeit auszuüben, die dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, aufgrund der Artikel 4 und 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über den Schutz der Insekten übertragen worden ist.

Zudem wird dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen die Vollmacht erteilt, die Zuständigkeit auszuüben, die dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, aufgrund von Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 über den Schutz der Vogelarten in der Wallonischen Region übertragen worden ist.

KAPITEL V — Auf die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes anwendbare Bestimmungen

Art. 121 - Im Rahmen der in Anwendung des Wohngesetzbuches oder des Wallonischen Wohngesetzbuches eingeführten Beihilfen für die Ausstattung von Wohnungsgruppen wird dem Direktor der Direktion der Subventionen an öffentliche und private Einrichtungen die Vollmacht erteilt, die Projekte zu genehmigen und die Basisdokumente für die Ausschreibung zu bestimmen, sowie um die Handlungen im Rahmen der Auftragsausführung zu tätigen.

Art. 122 - Dem Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes wird die Vollmacht erteilt, die Vereinbarungen für Mietverträge bzw. Geschäftsraummietverträge in Bezug auf die im Rahmen der am 15. Dezember 1977 zwischen dem Belgischen Staat und der "Société de Développement régional pour la Wallonie" (Gesellschaft für die regionale Entwicklung der Wallonie) unterzeichneten Vereinbarung "Programme Logement - Crédits parallèles 1975-1976" gebauten bzw. renovierten Gebäude zu unterzeichnen.

Art. 123 - Im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 122 erwähnten Gebäude wird dem Direktor der Direktion der operativen Planung und dem Attaché oder dem ersten Attaché, der innerhalb dieser Direktion mit der Verwaltung der genannten Gebäude beauftragt ist, die Vollmacht erteilt, bei der Erstellung nachstehender Urkunden zu erscheinen und sie zu unterzeichnen:

1° Abänderungen der Grundakten für die kollektiven Gebäude;

2° notarielle Kaufverträge bzw. Urkunden über die Abtretung von Erbbaurechten in Bezug auf Grundstücke, Wohnungen, Geschäftsraummietverträge, Höfe und Garagen;

3° Aufhebungen von Hypotheken;

4° Befreiung von einer Mietkaution;

5° Quittungen mit oder ohne Zahlung;

6° Befreiung von der Eintragung von Amts wegen.

Art. 124 - Die in Artikel 123 des vorliegenden Erlasses erwähnten Beamten werden im Rahmen der Verwaltung der in Artikel 122 erwähnten Gebäude benannt:

1° als Anweisungsbefugter für die Einnahmen;

2° als Anweisungsbefugter für die Ausgaben in Bezug auf die Bestellung der zum Unterhalt und zur Instandsetzung des betreffenden Gutes erforderlichen Lieferungen, Arbeiten und Dienstleistungen, sofern der Betrag der Ausgabe 200.000 BEF nicht überschreitet;

3° als Vertreter der Region bei den Generalversammlungen der Miteigentümer sowie in den Verwaltungsräten, wobei er das Recht hat, im Rahmen der Grundurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Region einzugehen.

Art. 125 - § 1. Dem Direktor der Direktion der Aufsicht und der Streitverfahren wird die Vollmacht erteilt, die Aufhebung der in Anwendung der Durchführungserlasse der Artikel 48 und 76 des Wohngesetzbuches zur Einführung von Erwerbsprämien zugunsten des Staates bzw. der Region vorgenommenen Hypothekeneintragungen anzuordnen.

Der Direktor der Direktion der Beihilfen für Privatpersonen darf unter den gleichen Bedingungen Forderungen, deren hypothekarische Eintragungen im Rang vor den im vorangehenden Absatz erwähnten Eintragungen kommen können, den Vorrang einräumen.

§ 2. Dem Direktor der Direktion der Beihilfen für Privatpersonen wird die Vollmacht erteilt, darüber zu entscheiden, ob die in Anwendung des Wallonischen Wohngesetzbuches eingeführten Beihilfen für natürliche Personen gewährt werden oder nicht.

Der Direktor der Direktion der Aufsicht und der Streitverfahren ist befugt, über die vollständige oder teilweise Beitreibung dieser Vorteile zu beschließen, wenn der Empfänger die eingegangenen Verpflichtungen missachtet hat.

§ 3. Dem Direktor der Direktion der Beihilfen für Privatpersonen wird die Vollmacht erteilt, über die in Anwendung des Wallonischen Wohngesetzbuches gewährte Inanspruchnahme der Bürgschaft der Region zu beschließen.

KAPITEL VI — Auf die Generaldirektion der Sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens anwendbare Bestimmungen

Abschnitt 1 — Sonderbestimmung für die Abteilung Gesundheitswesen und Infrastrukturen

Art. 126 - Dem Generaldirektor der Generaldirektion der Sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens und dem Generalinspektor der Abteilung Gesundheitswesen und Infrastrukturen wird die Vollmacht erteilt:

1° alle notwendigen Maßnahmen zu treffen, um im Rahmen der Artikel 11, 12 und 13 des Gesetzes vom 27. Juni 1956 über den Sonderbeihilfefonds die Beihilfen des Sonderbeihilfefonds beizutreiben;

2° die in Artikel 12 des vorerwähnten Gesetzes vom 27. Juni 1956 vorgesehene Eintragung einer Hypothek zu beantragen;

3° die Eintragung und die Aufhebung der gesetzlichen oder konventionellen Hypotheken, die zugestanden wurden, um die Rückerstattung der Beihilfen des Sonderbeihilfefonds zu garantieren, zu beantragen.

Abschnitt 2 — Sonderbestimmung für die Abteilung Senioren und Familie

Art. 127 - Dem Generalinspektor der Abteilung Senioren und Familie wird die Vollmacht erteilt, den in Artikel 7 und Artikel 8, 2° 3° und 4° des Erlasses der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 16. Dezember 1988 über die Genehmigung der Dienststellen für Familien- und Betagtenhilfe und die Gewährung von Zuschüssen an diese Dienststellen vorgesehenen Anträgen auf Abweichung stattzugeben, oder diese Anträge abzuweisen.

Art. 128 - Im Rahmen des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 5. Juni 1997 über die Erholungsheime, die betreuten Wohnungen und die Tagesaufnahmeheime für Betagte und zur Errichtung eines "Conseil wallon du troisième âge" wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt:

1° den Beschluss zu fassen, eine provisorische Tätigkeitserlaubnis zu verlängern;

2° den Beschluss zu fassen, eine Abweichung von den Sicherheitsnormen gemäß den Durchführungsbestimmungen des genannten Dekrets zu gewähren.

Jedes Quartal erstattet der Generaldirektor dem Minister Bericht über die auf der Grundlage des vorliegenden Artikels gefassten Beschlüsse.

KAPITEL VII — Auf die Generaldirektion der Landwirtschaft anwendbare Bestimmungen

Art. 129 - Im Rahmen der in Artikel 2 des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de développement rural" festgelegten Aufgaben wird dem Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft und den zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 die Vollmacht erteilt, die Maßnahmen zur Durchführung der von der Regierung oder von dem von der Regierung beauftragten Minister gefassten Beschlüsse zu treffen und insbesondere bei der Erstellung nachstehender Urkunden zu erscheinen und sie zu unterzeichnen:

1° in dem Gesetz vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter, dem Gesetz vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung umfangreicher Infrastrukturarbeiten und dem Gesetz vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung vorgesehene Flurbereinigungsurkunden;

2° Aufhebungen von Hypotheken;

3° Vereinbarungen für Mietverträge;

4° die durch die Ausübung des in den unter Punkt 1E angeführten Gesetzen vom 22. Juli 1970 und vom 12. Juli 1976 vorgesehenen Vorkaufsrechts entstehenden Eigentumsurkunden;

5° die Veräußerung von im Rahmen der Ausübung des Vorkaufsrechts erworbenen Gütern zugunsten der Flurbereinigungsausschüsse.

Art. 130 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen auf dem Gebiet der landwirtschaftlichen Strukturen wird dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der Abteilung Intervention die Vollmacht erteilt, jeder Person, die einen Beihilfeantrag eingereicht hat, der von der Generaldirektion der Landwirtschaft bearbeitet wird, die Gründe mitzuteilen, die dazu geführt haben, dass diesem Antrag nicht stattgegeben werden konnte.

Art. 131 - Unbeschadet der Regelung über die Beihilfen auf dem Gebiet der landwirtschaftlichen Entwicklung wird dem Generaldirektor und dem Generalinspektor der Abteilung Integration die Vollmacht erteilt:

1° die von der Generaldirektion der Landwirtschaft verwalteten Beihilfeabkommen während deren Ausführung abzuändern, unter der Bedingung, dass die Zielsetzung beachtet wird und die festgelegten Beträge der Ausgaben nicht überschritten werden;

2° unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses die in den vorerwähnten Abkommen festgelegten Rechte im Namen der Wallonischen Region auszuüben und die Auflagen, die der Wallonischen Region durch diese Abkommen gemacht werden, zu erfüllen.

Art. 132 - Folgende Vollmachten werden erteilt:

1° dem Generaldirektor der Landwirtschaft und den zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 wird die Vollmacht erteilt, die Vorprojekte und Lastenhefte für im Rahmen der Flurbereinigung anfallende Arbeiten zu genehmigen;

2° dem Generaldirektor der Landwirtschaft und den zu diesem Zweck von ihm bestimmten Beamten der Stufe 1 wird die Vollmacht erteilt, den Minister bei den gesetzlich vorgeschriebenen öffentlichen Untersuchungen zu vertreten.

KAPITEL VIII — *Gemeinsame Bestimmungen für die verschiedenen Verwaltungsabteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region*

Art. 133 - Unbeschadet der für die regionalen Abgaben und Gebühren geltenden Bestimmungen von Dekreten und Verordnungen wird dem Generalsekretär, jedem Generaldirektor, dem Generalinspektor des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz und den zu diesem Zweck vom betreffenden Verwaltungsleiter bestimmten Beamten die Vollmacht erteilt, jede Einnahme in den Angelegenheiten, für die sie jeweils zuständig sind, zugunsten der Wallonischen Region anzuweisen.

Art. 134 - Dem Generalsekretär, jedem Generaldirektor oder dem Generalinspektor des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz wird zur Wahrung der Rechte der Wallonischen Region in den Angelegenheiten, die in ihre Zuständigkeit fallen, die Vollmacht erteilt, jede vorsorgliche Maßnahme zu ergreifen, insbesondere sämtliche Schuldforderungen zu Lasten von Betrieben, für die ein Konkurs- bzw. ein Vergleichsverfahren eingeleitet worden ist, bei der Kanzlei des zuständigen Handelsgerichts einzureichen.

Art. 135 - Im Notfall wird dem Generalsekretär, jedem Generaldirektor oder dem Generalinspektor des Forschungszentrums für Natur, Forstwesen und Holz die Vollmacht erteilt, jede erforderliche Klage vor Gericht anzubringen, jeden erforderlichen Zwang auszuüben oder alle nötigen Schritte zu unternehmen, sowohl als Kläger als auch als Beklagter vor Gerichtshöfen und Gerichten fordern oder laden zu lassen, jedes Rechtsmittel gegen eine gerichtliche Entscheidung zu benutzen, sämtliche Rechtsanwälte zu bestellen und jede Beschlagnahme vornehmen zu lassen.

Jeder bevollmächtigte Beamte teilt dem betreffenden Minister unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.

TITEL IV — **Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen**

Art. 136 - Vorübergehend ergeht die Vollmacht an den Generalsekretär, an die betreffenden Generaldirektoren oder an die zu diesem Zweck von dem Verwaltungsleiter, dem sie unterstehen, bestimmten Beamten der Stufe 1, in den Angelegenheiten, für die sie jeweils zuständig sind, die Ausgaben, für die der primäre Anweisungsbefugte eine Zahlungsverpflichtung zu Lasten der Basiszuwendungen von Titel IV des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingegangen ist, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 137 - Im Rahmen der Zulassungsverfahren der Pflegeeinrichtungen, die dem Gesetz über die Krankenhäuser unterliegen, das durch den Königlichen Erlass vom 7. August 1987 und das Gesetz vom 27. Juni 1978 zur Abänderung der Gesetzgebung über die Krankenhäuser und bezüglich bestimmter anderer Pflegeleistungen abgeändert wurde, wird dem Generalinspektor der Abteilung Gesundheitswesen und Infrastrukturen der Generaldirektion der Sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens die Vollmacht erteilt, alle Verwaltungshandlungen im Rahmen der vorab stattfindenden Untersuchungsverfahren durchzuführen und insbesondere die durch die Regelung verlangten Untersuchungen durchführen zu lassen, bei den Einrichtungen alle Schriftstücke oder zusätzlichen Informationen einzuholen, dem Antragsteller die Ergebnisse der Untersuchung zu übermitteln und dem "Conseil communautaire" (Gemeinschaftlicher Rat) und dem "Conseil wallon des établissements de soins" (Wallonischer Rat für Pflegeeinrichtungen) die verlangten Schriftstücke zu übermitteln.

Art. 138 - Die Erlasse der Wallonischen Regierung über die spezifischen Vollmachersteilungen, die dem Ministerium der Wallonischen Region zu einem früheren Zeitpunkt gewährt wurden, werden aufgehoben, mit Ausnahme des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die gemeinsamen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Februar 1998.

Art. 139 - Die Minister, Mitglieder der Regierung, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2267

[C - 99/27511]

22 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de wetten van 21 maart 1991 en 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandfonds, inzonderheid op de artikelen 11, 12 en 13;

Gelet op de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie, gewijzigd bij de wetten van 10 april 1973 en 22 december 1989;

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, gewijzigd bij de decreten van de Waalse Gewestraad van 28 februari 1991 en 6 april 1995;

Gelet op de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, zoals later gewijzigd;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 58^{ter} en 58^{quater} ingevoegd bij het decreet van 21 april 1994;

Gelet op de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken, gewijzigd bij de decreten van de Waalse Gewestraad van 28 februari 1991 en 6 april 1995;

Gelet op de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne, gewijzigd bij de decreten van de Waalse Gewestraad van 28 februari 1991 en 6 april 1995;

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals later gewijzigd;

Gelet op de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, inzonderheid op artikel 75;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 10 juli 1984 over de beroepsvorming van personen die in de landbouw werken;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 2 juli 1987 tot omzetting in een gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water, gewijzigd bij het decreet van 25 juli 1991;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij decreet van 19 mei 1994;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 28 februari 1991 houdende oprichting van een Dienst Studiën en Statistiek, inzonderheid op de artikelen 3 en 10;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1993, 3 april 1995 en 19 juli 1996;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.)" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling);

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd);

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de voorwaarden van toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers die met goed gevolg, in een inrichting van de Staat of in een gesubsidieerde of erkende inrichting, een volledige tot het avond- of zondagsonderwijs behorende cyclus van leergangen hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1965, 25 april 1967, 5 februari 1968, 18 april 1969 en 9 juli 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1965 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers die met goed gevolg een volledige tot het onderwijs met beperkt leerplan behorende cyclus hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 december 1965, 20 juni 1967, 9 januari 1969, 14 januari 1970 en 20 maart 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting, gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 september 1969;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1973 waarbij aan de werknemers die cursussen volgen ten einde hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 juni 1978 en 21 augustus 1979;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 maart 1983 betreffende de bescherming van bepaalde in het wild levende inheemse gewervelde diersoorten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 februari 1984;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 februari 1984 betreffende de bescherming van de eetbare inlandse huisjesslakken;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 6 december 1984 betreffende de beroepsopleiding van personen die in de landbouw werken;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende de bescherming van de insecten;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 december 1990 en 13 juli 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 maart 1995, 6 april 1995, 25 april 1996, 24 juli 1997 en 23 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 april 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 maart 1995 en 14 september 1995;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 mei 1991 betreffende de toekenning van toelagen voor de voorbereiding en de indiening van Europese en internationale onderzoeksprojecten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 betreffende de bescherming van de vogels in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 september 1994 betreffende de steun aan en de tussenkomsten voor het onderzoek en de technologieën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 betreffende de erkenning van de "entreprises de formation par le travail" (bedrijven voor vorming door arbeid);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 tot oprichting van een afdeling genaamd "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) bij het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het akkoord van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, gegeven op 22 januari 1998,

Besluit :

TITEL I. – Algemene bepalingen

Artikel 1. De delegaties van bevoegdheden worden toegekend aan de statutaire personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest die aangewezen zijn voor de betrekkingen van de personeelsformatie van bedoeld Ministerie.

De delegaties die zijn toegekend aan de titularis van een ambt, worden eveneens toegekend aan de ambtenaar die met dat ambt belast is.

Art. 2. In geval van afwezigheid of verhindering van de secretaris-generaal of van een directeur-generaal worden de delegaties waarvoor ze machtiging hebben gekregen, indien er geen andersluidende verordeningbepalingen bestaan of indien door de titularis van het ambt geen bijzondere voorzieningen zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de inspecteur-generaal van de betrokken afdeling.

In geval van afwezigheid of verhindering van een inspecteur-generaal worden de delegaties waarvoor hij een machtiging heeft gekregen en de delegaties bedoeld in het eerste lid, indien er geen andersluidende verordeningbepalingen bestaan of indien door de titularis van het ambt geen bijzondere voorzieningen zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de directeur van de betrokken directie.

Art. 3. De hiërarchische oversten van een gemachtigd ambtenaar mogen om welke reden ook de delegaties uitoefenen die hem toegekend zijn bij dit besluit. Het is hen evenwel niet toegelaten om de beslissing die door de gemachtigd ambtenaar getroffen en meegedeeld zou zijn, door een door hen getroffen beslissing te vervangen.

Art. 4. De bedragen voorzien in dit decreet hebben betrekking op de totale uitgave en dienen verstaan te worden buiten de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingeval een abonnement wordt genomen op een magazine, een tijdschrift of een gegevensbank of ingeval een zaak in huur wordt genomen, wordt door de uitgave de jaarlijkse kostprijs van het abonnement of van de huur gedekt, de belasting over de toegevoegde waarde uitgesloten.

Art. 5. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° opdracht die past in het kader van het beleid inzake internationale betrekkingen : elke buitenlandse reis die rechtstreeks of onrechtstreeks het promoten van het Waalse Gewest in het buitenland, het zoeken naar of het uitvoeren van elke vorm van internationale samenwerking met Waalse actoren beoogt;

2° opdracht met een technisch karakter : elke buitenlandse reis met het oog op de deelname aan acties of evenementen die niet beantwoorden aan de doelstellingen bedoeld onder 1, met uitzondering van buitenlandse vormingsopdrachten;

3° uitgave inzake communicatie : elke uitgave inzake schriftelijke of audiovisuele publicaties, inzake voorlichtings- of sensibiliseringscampagnes, evenals de bijkomende kosten die daarop betrekking hebben;

4° uitgave inzake representatiekosten : elke uitgave in verband met restaurant-, receptiekosten of kosten voor relatiegeschenken en in verband met de noden van de dienst die gedaan moet worden in het kader van betrekkingen met vertegenwoordigers van instellingen die geen banden hebben met het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° uitgave inzake specifieke goeden : elke uitgave voor de verwerving, het huren, het onderhoud of de herstelling van roerende of onroerende goeden die vanwege de bijzondere aard van de taken die vervuld moeten worden, onontbeerlijk zijn voor de verwezenlijking van een programma eigen aan een bepaald directoraat-generaal, aan een bepaalde afdeling of directie, met uitzondering van de goeden die elke dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest kunnen aanbelangen en die door de Directie Logistiek van bedoeld Ministerie worden beheerd.

Gevallen waarvoor geen vaste en onmiddellijke oplossing kan worden gevonden, worden ter beslissing aan de secretaris-generaal voorgelegd.

TITEL II. — Delegaties inzake uitgaven

HOOFDSTUK I. — Bepalingen van toepassing op het Secretariaat-generaal en de Kanselarij

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goeden en overige diensten

Art. 6. Onverminderd, wat de Dienst Studiën en Statistiek betreft, het decreet van 28 februari 1991 houdende oprichting ervan, wordt er aan de titularissen van de hierna vermelde ambten een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen en de directies die onder hun respectievelijk gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest voor een bedrag dat tegenover hun graad staat afgedrukt, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

- secretaris-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Wat betreft de opdrachten die passen in het kader van het beleid inzake internationale betrekkingen, wordt er een delegatie toegekend aan de secretaris-generaal om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° de uitgaven tot en met 200.000 frank inzake buitenlandse betrekkingen van de personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van het personeel van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen;

2° na advies van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen en na de visa van de secretaris-generaal en van de bevoegde minister en na instemming van de minister voor internationale betrekkingen, de uitgaven boven 200.000 frank voor buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter wordt er een delegatie toegekend aan de secretaris-generaal om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

3° na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven tot en met 100.000 frank voor buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest;

4° na instemming van de bevoegde minister en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven boven 100.000 frank voor buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Art. 7. Er wordt een delegatie toegekend aan de secretaris-generaal om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, van de begroting van de « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » (Gewestelijk Bedrijf van waterproductie en -leiding) en van het « Office wallon des déchets » (Waalse Dienst voor Afvalstoffen) (titel V) en van de begroting van het « Office wallon de développement rural » (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren indien ze betrekking hebben op de communicatie en/of de representatiekosten, voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 500.000 frank.

In geval van afwezigheid of verhindering van de secretaris-generaal worden de delegaties waarvoor hij machtiging heeft gekregen krachtens het eerste lid, tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering toegewezen aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Secretariaat-generaal.

Art. 8. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 12.02 van titel I van programma 12 van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, voor zover ze betrekking heeft op de communicatie en/of de representatiekosten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, tot en met de bedragen die naast hun graad afgedrukt staan :

- secretaris-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 9. Er wordt aan de secretaris-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, van de begroting van de « Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau » en van het « Office wallon des déchets » (titel V), en van de begroting van het « Office wallon de développement rural », indien ze betrekking heeft op de algemene documentatie, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover de uitgave meer bedraagt dan 200.000 frank en het bedrag van 500.000 frank niet overschrijdt.

In geval van afwezigheid of verhindering van de secretaris-generaal worden de delegaties waarvoor hij krachtens het eerste lid machtiging heeft gekregen, tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering toegewezen aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Aanwerving en Vorming.

Art. 10. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde graden voor de bedragen die naast hun graad staan afgedrukt een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de programma's van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, indien ze betrekking heeft op de algemene documentatie, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- secretaris-generaal :	500.000 frank
- Inspecteur-generaal van de Afdeling Aanwerving en Vorming :	100.000 frank
- directeur, eerste attaché of attaché verantwoordelijk voor de Directie Documentatie en Archief :	50.000 frank

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame goeden

Art. 11. Onverminderd, wat de Dienst Studiën en Statistiek betreft, het decreet van 28 februari 1991 houdende oprichting ervan, wordt er aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor de bedragen die naast hun graad afgedrukt staan een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 74 van titel II van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, indien ze betrekking heeft op de aankoop van duurzame roerende goeden die eigen zijn aan de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit en de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- secretaris-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 3. — Beheer van de computerinfrastructuur van het Ministerie

Art. 12. Er wordt aan de secretaris-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klassen 12 en 74 van programma 03 van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, indien ze betrekking heeft op de bestuursinformatica, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover de uitgave het bedrag van 1.250.000 frank niet overschrijdt.

Bovendien wordt er aan de secretaris-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die betrekking heeft op de bestuursinformatica van het « Office wallon des déchets » en de bestuursinformatica van de Afdeling Thesaurie in verband met de invordering van de afvalstoffenbelastingen en die aangerekend wordt op een basisallocatie van klassen 12 of 75 van de begroting van het « Office wallon des déchets » (titel V), vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover de uitgave het bedrag van 1.250.000 frank niet overschrijdt.

Afdeling 4. — Uitgaven vast verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Aanwerving en Vorming

Art. 13. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat, een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 12.03 van titel I van programma 06 van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, indien ze betrekking heeft op de beroepsopleiding, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de buitenlandse vormingsopdrachten :

- secretaris-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal van de Afdeling Aanwerving en Vorming :	500.000 frank
- directeur van de Directie Vorming :	75.000 frank.

Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 12.03 van titel I van programma 06 van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, indien ze betrekking heeft op buitenlandse vormingsopdrachten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- secretaris-generaal :	200.000 frank
- inspecteur-generaal van de Afdeling Aanwerving en Vorming :	75.000 frank
- directeur van de Directie Vorming :	50.000 frank

Afdeling 5. — Uitgaven vast verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Personeel

Art. 14. Er wordt aan de secretaris-generaal en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Personeel een delegatie toegekend om de mutatielijsten te ondertekenen die betrekking hebben op de bezoldigingen en uitkeringen voor het personeel die aangerekend worden op de overeenkomstige basisallocaties van klasse 11 van titel I van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van titels V en VI van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en om de personeelsvergoedingen die aangerekend worden op de basisallocaties van klasse 12 en elke andere personeelsuitgave die aangerekend wordt op basisallocaties van de

administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van titels V en VI van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, de uitgaven van de ministeriële kabinetten uitgesloten.

Afdeling 6. — Uitgaven vast verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Thesaurie en de Afdeling Begroting

Art. 15. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor de bedragen die naast hun graad afgedrukt staan, een delegatie toegekend om de uitgaven die aangerekend worden op basisallocatie 01.01 van titel I van programma 07 van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, indien ze betrekking hebben op allerhande terugbetalingen van de administratie :

- secretaris-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 16. Er wordt aan de directeur van de Directie Financiering van de Afdeling Thesaurie een delegatie toegekend om elke uitgave voortvloeiende uit leningsverrichtingen van de van de onrechtstreekse schuld waarvan de Minister bevoegd voor Financiën en Begroting de eerste ordonnateur is, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Afdeling 7. — Ordonnanciering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd

Art. 17. De secretaris-generaal of de ambtenaren van niveau 1 die daartoe door hem worden aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te ordonnanceren die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, evenals elke andere uitgave die door de eerste ordonnateur inzake personeelszaken, inzake communicatie, representatiekosten, algemene documentatie, niet specifieke goeden en diensten.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goeden en overige diensten

Art. 18. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 11, evenals elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 18 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, de buitenlandse opdrachten, de niet specifieke goeden en diensten en de studies :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° na akkoord van de secretaris-generaal en na de Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Directoraat-generaal die onder zijn gezag vallen;

2° na het visum van de secretaris-generaal, na het akkoord van de functionele minister en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven boven 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op de algemene documentatie en op de representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld in het vierde lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 van het besluit toegepast.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goeden

Art. 19. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 74 van titel II van organisatieafdeling 11 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking hebben op de aankoop van specifieke duurzame roerende goeden van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 3. — Uitgaven die niet bedoeld zijn onder de afdelingen 1 en 2

Art. 20. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 72 van titel II van organisatieafdeling 11 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover ze verband houdt met het optrekken van gebouwen of de aankoop van gronden of gebouwen die eigen zijn aan de activiteiten van de afdeling of van de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 21. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 72 van titel II van organisatieafdeling 18 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover ze verband houdt met de aankoop, het optrekken, de inrichting of de eerste inrichting van gronden of gebouwen die eigen zijn aan de activiteiten van het « Commissariat général au tourisme » (Commissariaat-generaal voor Toerisme) of de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 22. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten en voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van het « Commissariat général au tourisme » of van de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op een basisallocatie van klasse 72 van titel II van organisatieafdeling 18 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de toeristische inrichting van het stuwmeer van « Eau d'Heure », vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 23. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde graden voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op titel I van organisatieafdeling 18 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover ze verband houdt met het onderhoud van gebouwen die eigen zijn aan de activiteiten van het « Commissariat général au tourisme » of van de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 4. — Ordonnanciering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd

Art. 24. De directeur-generaal of de ambtenaren van niveau 1 die daartoe door hem aangewezen zijn, zijn gemachtigd om de uitgaven die door de eerste ordonnateur vastgelegd zijn ten laste van de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 11 en op de basisallocaties van organisatieafdeling 18 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, evenals op de variabele kredieten van de betrokken programma's goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, inzake communicatie en niet specifieke goeden en diensten.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen die van toepassing zijn op het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goeden en overige diensten

Art. 25. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 12 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, op de algemene documentatie, de buitenlandse opdrachten, de niet specifieke goeden en diensten en de studies :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° na akkoord van de secretaris-generaal en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het directoraat-generaal die onder zijn gezag vallen;

2° na het visum van de secretaris-generaal, het akkoord van de functionele minister en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven boven 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op de algemene documentatie en de representatiekosten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het vierde lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 van het besluit toegepast.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goeden

Art. 26. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die betrekking heeft op de basisallocaties van klasse 74 van organisatieafdeling 12 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de aankoop van duurzame roerende goeden die eigen zijn aan de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 3. — Ordonnancering van de uitgaven die vastgelegd zijn door de eerste ordonnateur

Art. 27. De directeur-generaal of de ambtenaren van niveau 1 die daartoe door hem zijn aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven die door de eerste ordonnateur vastgelegd zijn ten laste van de kredieten die voorzien zijn op de basisallocaties van organisatieafdeling 12 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, evenals op de variabele kredieten van de betrokken programma's goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, inzake communicatie en niet specifieke goeden en diensten.

Afdeling 4. — Verlenen van subsidies

Art. 28. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 53.01.01 van titel II van programma 01 van organisatieafdeling 12 van de administratieve begroting van het Waalse Gewest inzake subsidies aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van energiebesparing, « MEBAR »-subsidies genaamd, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 61.01.02 van titel II van programma 02 van organisatieafdeling 12 van de administratieve begroting van het Waalse Gewest inzake subsidies ter voorbereiding en ter neerlegging van Europese en internationale onderzoeksprojecten, « HORIZON EUROPE »-subsidies genoemd, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 29. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 32.02.03 van titel I, programma 03, van organisatieafdeling 12 van de administratieve begroting van het Waalse Gewest inzake de subsidiëring van voorbereidende of begeleidende studies, met uitzondering van economisch-technische studies, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 30. De delegaties voorzien bij de artikelen 28 en 29 worden evenwel slechts verleend voor zover het totaalbedrag van de vastlegging in kwestie het bedrag van 1.250.000 frank niet overschrijdt.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen die van toepassing zijn op het Directoraat-generaal Plaatselijke besturen

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goeden en overige diensten

Art. 31. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat, een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, de buitenlandse opdrachten, de niet specifieke goeden en diensten en de studies :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter, wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° na akkoord van de secretaris-generaal en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het directoraat-generaal die onder zijn gezag vallen;

2° na visum van de secretaris-generaal, na akkoord van de functionele minister en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven boven 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op de algemene documentatie en op de representatiekosten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het vierde lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 van het besluit toegepast.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goeden

Art. 32. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 74 van titel II van organisatieafdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die

betrekking heeft op de aankoop van duurzame roerende goeden die eigen zijn aan de activiteiten van de afdelingen of de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- directeur-generaal : 1.250.000 frank
- inspecteur-generaal : 500.000 frank
- directeur : 75.000 frank

Afdeling 3. — Ordonnanciering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd

Art. 33. De directeur-generaal of de ambtenaren van niveau die daartoe door hem zijn aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd op de basisallocaties van organisatieafdeling 14 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, inzake communicatie en inzake niet specifieke goeden en diensten.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen die van toepassing zijn op het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen*

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goeden en overige diensten

Art. 34. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde graden voor het bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdeling of van de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, de buitenlandse opdrachten, de niet specifieke goeden en diensten, op de studies, evenals van de uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

- directeur-generaal : 1.250.000 frank
- inspecteur-generaal : 500.000 frank
- directeur : 75.000 frank

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Wat betreft de opdrachten die passen in het kader van de het beleid inzake internationale betrekkingen, wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen;

2° na akkoord van de minister van internationale betrekkingen, de uitgaven boven 200.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1;

3° na akkoord van de secretaris-generaal, de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest, met uitzondering van het personeel van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen;

4° na advies van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen en na de visa van de secretaris-generaal en de functionele minister en na akkoord van de minister van internationale betrekkingen, de uitgaven boven 200.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 3.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op de algemene documentatie en op de representatiekosten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het vierde lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 van het besluit toegepast.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame goeden

Art. 35. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 74 van titel II van organisatieafdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de aankoop van duurzame roerende goeden eigen aan de activiteiten van de afdeling of de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- directeur-generaal : 1.250.000 frank
- inspecteur-generaal : 500.000 frank
- directeur : 75.000 frank

Afdeling 3. — Uitgaven die niet bedoeld zijn onder de afdelingen 1 en 2

Art. 36. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat, een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 12.03 van programma 02 van organisatieafdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die betrekking heeft op de kosten in verband met de buitenlandse delegaties, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal : 1.250.000 frank
- inspecteur-generaal : 500.000 frank
- directeur : 75.000 frank

Art. 37. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 71.01 van titel II van programma 02 van organisatieafdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover ze verband houdt met de inrichtingen van gebouwen eigen aan de activiteiten van de afdeling of van de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 38. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat, een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op titel I van programma 02 van organisatieafdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en op de variabele kredieten van de betrokken programma's vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover de uitgave verband houdt met acties ter bevordering van grensoverschrijdende betrekkingen of met programma's voor interregionale samenwerking onder de vorm van uitwisseling van ervaring of van netwerken die gesteund worden door de Europese Unie :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 4. — Ordonnanciering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd

Art. 39. De directeur-generaal of de ambtenaren van niveau 1 die daartoe door hem zijn aangewezen, zijn gemachtigd om de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd op de kredieten voorzien op de basisallocaties van organisatieafdeling 16 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en op de variabele kredieten van de betrokken programma's, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, inzake communicatie en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK VI. — Bepalingen die van toepassing zijn op het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goederen en overige diensten

Art. 40. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van het « Office wallon des déchets » (titel V) vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op representatiekosten, algemene documentatie, buitenlandse opdrachten, niet specifieke goederen en diensten, studies en van uitgaven bedoeld bij de bijzondere bepalingen van dit besluit :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° na akkoord van de secretaris-generaal en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen te hebben ingelicht, de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het directoraat-generaal dat onder zijn gezag valt;

2° na visum van de secretaris-generaal, na akkoord van de functionele minister en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven boven 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op algemene documentatie en representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het vierde lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 toegepast.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame goederen

Art. 41. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 74 van titel II van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van het « Office wallon des déchets » (titel V), indien ze uitsluitend verband houden met de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de afdelingen of directies die rechtstreeks onder hun gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 3. — Uitgaven vast verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Natuur en Bossen en van het « Centre de recherche de la nature, des forêts et du bois » (Centrum voor Natuur-, Bos- en Houtonderzoek)

Art. 42. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat, een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op programma 01 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die het onderhoud en de verbetering van de domaniale bossen, de boswachterswoningen, de aankoop door het Gewest van domaniale bossen, de inrichting door het Gewest van de domaniale bossen en het optrekken van boswachterswoningen van de boscentrale voor genetische verbetering betreffen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 43. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad staat afgedrukt, een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 12.04 van titel I van programma 01 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die de roerende voorheffing van de domaniale bossen betreffen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank

Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad staat afgedrukt, een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocatie 12.11 van titel I van programma 03 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die de kledingsfonds en de daarmee verbonden dienstprestaties betreffen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank

Art. 44. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad staat afgedrukt, een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 12.60 van titel I van programma 01 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die betrekking heeft op allerhande uitgaven voor de aanleg en het onderhoud van proefterreinen voor bos- en visteelt in het kader van het station voor bos- en hydrobiologisch onderzoek vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel en inzake niet specifieke goeden en diensten :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal van het « Centre de recherche de la nature, des forêts et des bois » :	500.000 frank

Art. 45. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op programma 02 en op titel II van programma 10 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die het onderhoud en de verbetering van de domaniale natuurreservaten en de openbare groene zones, de aankoop door het Gewest van natuurreservaten en groene zones, de aanleg of inrichting door het Gewest van natuurreservaten en groene zones en de aanleg of inrichting door het Gewest van visteelplaatsen en paaigebieden en jachtbedrijfsinrichtingen betreffen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 46. Er wordt aan de directeur van de Directie Jacht en Visserij een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op titel I van programma 10 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die betrekking heeft op de terugbetaling van het jachtbrevet, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 47. Er wordt aan het hoofd van de houtvesterij en aan de directeur van de buitendienst onder welke hij ressorteert een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de door de buitengewone rekenplichtige van de betrokken houtvesterij op de basisallocaties 12.08, titel I, 73.01 en 74.06, titel II van organisatieafdeling 13, programma's 01 en 02 voorgeschoten gelden vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Afdeling 4. — Uitgaven vast verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Water

Art. 48. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op programma 05 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, en die betrekking heeft op de onderhoudswerken van niet-bevaarbare waterlopen en de reguleringswerken van de waterhuishouding, de werken ter bestrijding van grondwaterverontreiniging, de preventiemaatregelen voor de in het grondwater aangerichte schade en de controle op de piëzometrie en verbetering ervan, alsmede de werken en studies enerzijds inzake niet-bevaarbare waterlopen en watering, met inbegrip van de vernieuwing van beschadigde landschappen die in het winterbed van niet-bevaarbare waterlopen van eerste categorie gelegen zijn en anderzijds inzake waterproductie en -toevoer, met inbegrip van de grote hydraulische werken, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 49. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 01.01 van programma 05 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die betrekking heeft op het Fonds voor waterbescherming, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie, de representatiekosten, de kosten van algemene documentatie en inzake niet specifieke goederen en diensten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op algemene documentatie en representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het tweede lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 toegepast.

Art. 50. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op Titel I van programma 05 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest die slechts betrekking heeft op het betalen aan derden van schadeloosstellingen waartoe het Waalse Gewest veroordeeld is :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 51. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties 41.01, 71.01, 73.01, 73.02, 73.20 en 74.01 van de begroting van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (titel V) en die betrekking heeft op de aankoop van gronden en gebouwen in verband met de activiteit van het bedrijf, door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, met inbegrip van studies en kosten, werken en studies inzake waterproductie en -toevoer, met inbegrip van de grote hydraulische werken, de verbeteringswerken en werken voor buitengewoon onderhoud, met inbegrip van de decreten van 30 april 1990 alsmede de aankoop van machines, meubilair, materieel, vervoermiddelen inbegrepen, met uitzondering van niet specifieke goederen en diensten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur van de "Direction de production et de grand transport d'eau" :	500.000 frank
- directeur van de administratieve cel en directeur van een complex :	300.000 frank

Art. 52. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de begroting van het "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (titel V) en die betrekking heeft op de levering van goederen, diensten en intellectuele prestaties voor de uitvoering van opdrachten van het gewestelijk bedrijf, met inbegrip van retributies en belastingen in verband met de toepassing van de decreten van 30 april 1990, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, en de niet specifieke goederen en diensten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur van de "Direction de production et de grand transport d'eau" :	500.000 frank
- directeur van de "administratieve cel" en directeur van een complex :	300.000 frank

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op algemene documentatie en representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het tweede lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 toegepast.

Afdeling 4. — Uitgaven vast verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Afvalstoffen

Art. 53. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties 12.04 en 14.01 van de begroting van de "Office wallon des Déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen) (titel V) en die betrekking heeft op de nuttige toepassing van al dan niet huishoudelijke afvalstoffen, de ophaling van bijzondere afvalstoffen en terug te winnen stoffen alsmede op de uitzonderlijke kosten van behandeling, overdracht of verwijdering van afvalstoffen, die krachtens het decreet van 27 juni 1996 door het Gewest worden voorgeschoten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 54. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 73.01 van de begroting van de "Office wallon des Déchets" (titel V) en die betrekking heeft op door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, met inbegrip van studies en kosten, met uitzondering van uitgaven inzake de niet specifieke goederen en diensten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 55. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties 12.01 en 12.03 van de begroting van het "Office wallon des Déchets" (titel V) en die betrekking heeft op de levering van goederen, diensten en intellectuele prestaties voor de uitvoering van opdrachten van het gewestelijk bedrijf, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, en de niet specifieke goederen en diensten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op algemene documentatie en representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het tweede lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 toegepast.

Art. 56. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 01.01 van titel II van programma 03 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, die betrekking heeft op het Fonds voor afvalbeheer en op de levering van goederen, diensten en intellectuele prestaties voor de uitvoering van opdrachten van de cel "milieuvriendelijke technologie" en "milieuvriendelijke producten", voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 1.250.000 frank, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, en de niet specifieke goederen en diensten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op algemene documentatie en representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het tweede lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 toegepast.

Afdeling 6. — Uitgaven vast verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Preventie en Vergunningen

Art. 57. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 73.01 van titel II van programma 04 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, die betrekking heeft op de investeringen in verband met de exploitatie van de natuurlijke hulpbronnen met uitzondering van de uitgaven inzake niet specifieke goederen en diensten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 7. — Uitgaven vast verbonden aan de activiteiten van de Afdeling Milieupolitie

Art. 58. Er wordt aan de directeur-generaal en tegelijk tijdens de wachtperiode van de "Service d'intervention urgente" (Dienst Noodinterventies), aan de inspecteur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven die aangerekend worden op titel I van programma 08 van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, die betrekking hebben op de door het Gewest voorgesloten kosten van noodinterventie om een verontreiniging te verhelpen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 1.250.000 BEF.

Afdeling 8. — Ordonnancering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur worden vastgelegd

Art. 59. De directeur-generaal of de ambtenaren van niveau 1 die daartoe door hem/haar worden aangewezen, worden ertoe gemachtigd de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 13 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, op de basisallocaties van de begroting van de gewestelijke bedrijven (titel V) evenals op de variabele kredieten van de betrokken programma's goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, inzake communicatie en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goederen en overige diensten.

Art. 60. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, de buitenlandse opdrachten, de niet specifieke goederen en diensten en op de studies :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de volgende uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° na akkoord van de secretaris-generaal en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen te hebben ingelicht, de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het directoraat-generaal dat onder zijn gezag valt;

2° na visum van de secretaris-generaal, na akkoord van de functionele minister en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven boven 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op algemene documentatie en representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het vierde lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 toegepast.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 61. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 74 van titel II van organisatieafdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 3. — Uitgaven die niet bedoeld zijn onder de afdelingen 1 en 2

Art. 62. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op titel II, programma 01, van organisatieafdeling 15 van de administratieve begroting van het Waalse Gewest inzake de sloop van gebouwen en de verplaatsing van vaste of verplaatsbare installaties die opgetrokken of aangelegd werden met overtreding van de bepalingen van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium (met inbegrip van de voor rekening van derden uitgevoerde werken en invorderbare voorschotten), vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 1.250.000 BEF.

Art. 63. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op titel II van programma 02 van organisatieafdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de aankoop door het Gewest van gebouwen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van het programma, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met inbegrip van de inrichtingen :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Art. 64. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke dringende uitgave en onderhoudsuitgave die aangerekend wordt op basisallocatie 01.02 van titel I en op de basisallocaties van titel II, programma 06 van organisatieafdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op het onderhoud van het Waals Patrimonium evenals op de subsidies en terugvorderbare voorschotten voor de renovatie van beschermde monumenten en landschappen van de privé- en openbare sector of die nog voor de eredienst gebruikt worden alsmede de aan het Gewest toebehorende gebouwen, architectuurgehelen en landschappen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal van de afdeling Patrimonium :	500.000 frank

Art. 65. Er wordt aan de inspecteur-generaal van de afdeling Huisvesting een delegatie toegekend om in het kader van de tegemoetkomingen voor de uitrusting van groepen van woningen, ingevoerd krachtens de Huisvestingscode of de Waalse Huisvestingscode, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 51, titel II, van programma 05, organisatieafdeling 15 van de administratieve begroting van het Waalse Gewest en die uitsluitend betrekking heeft op erelonen in het kader van overeenkomsten voor studies en opdrachten voor aanneming van werken die door de eerste ordonnateur worden vastgelegd, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 500.000 BEF.

Er wordt aan de directeur van de Directie Toelagen aan Openbare en Privé-instellingen een delegatie toegekend om in het kader van de tegemoetkomingen voor de uitrusting van groepen van woningen, ingevoerd krachtens de Huisvestingscode of de Waalse Huisvestingscode, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 51, titel II, van programma 05, organisatieafdeling 15 van de administratieve begroting van het Waalse Gewest en die uitsluitend betrekking heeft op kosten van proefnemingen en diverse onkosten in het kader van overeenkomsten voor studies en opdrachten voor aanneming van werken die door de eerste ordonnateur worden vastgelegd, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 75.000 BEF.

Er wordt aan de directeur van de Directie Steunverlening Particulieren een delegatie toegekend om elke uitgave die betrekking heeft op krachtens de Waalse Huisvestingscode ingevoerde tegemoetkomingen aan natuurlijke personen vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Afdeling 8. — Ordonnancering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur worden vastgelegd

Art. 66. De directeur-generaal of de ambtenaren van niveau 1 die daartoe door hem/haar worden aangewezen, worden ertoe gemachtigd de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 15 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, evenals op de variabele kredieten van de betrokken programma's goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, inzake communicatie en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid*

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goederen en overige diensten

Art. 67. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 17 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, de buitenlandse opdrachten, de niet specifieke goederen en diensten en op de studies :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de volgende uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° na akkoord van de secretaris-generaal en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen te hebben ingelicht, de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het directoraat-generaal dat onder zijn gezag valt;

2° na visum van de secretaris-generaal, na akkoord van de functionele minister en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven boven 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op algemene documentatie en representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het vierde lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 toegepast.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 68. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 74 van organisatieafdeling 17 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 3. — Uitgaven die niet bedoeld zijn onder de afdelingen 1 en 2

Art. 69. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties 34.01 en 34.02 van titel I, programma 01, van organisatieafdeling 17 van de administratieve begroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de gedragen onderhouds- en behandelingskosten van behoeftigen en op de subsidies inzake sociale ziekten, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 1.250.000 BEF.

Afdeling 4. — Ordonnanciering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur worden vastgelegd

Art. 70. De directeur-generaal of de ambtenaren van niveau 1 die daartoe door hem/haar worden aangewezen, worden ertoe gemachtigd de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 17 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, inzake communicatie en niet specifieke goederen en diensten.

Afdeling 1. — Studies, communicatie, documentatie, deelname aan seminaries en colloquia, vergaderingskosten, expertises, rechtsplegingkosten, advocatenhonoraria, aankoop van niet duurzame roerende goederen en overige diensten

Art. 71. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 12 van titel I van organisatieafdeling 19 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de HOOFDSTUK IX- Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Landbouw begroting van de "Office wallon de développement rural", vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake communicatie en de uitgaven die betrekking hebben op de representatiekosten, de algemene documentatie, de buitenlandse opdrachten, de niet specifieke goederen en diensten en op de studies :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de deelname aan seminaries en colloquia en op vergaderingskosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de volgende uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° na akkoord van de secretaris-generaal en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen te hebben ingelicht, de uitgaven tot en met 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het directoraat-generaal dat onder zijn gezag valt;

2° na visum van de secretaris-generaal, na akkoord van de functionele minister en na het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen ingelicht te hebben, de uitgaven boven 100.000 frank die betrekking hebben op de buitenlandse reizen van de personeelsleden bedoeld onder 1.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de uitgaven tot en met 200.000 frank die betrekking hebben op algemene documentatie en representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

De uitgaven bedoeld onder het vierde lid worden onverwijld ter kennis van de secretaris-generaal gebracht. Bij gebreke hiervan wordt artikel 3 toegepast.

Afdeling 2. — Aankoop van specifieke duurzame roerende goederen

Art. 72. Er wordt aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat een delegatie toegekend om elke uitgave die aangerekend wordt op de basisallocaties van klasse 74 van titel II van organisatieafdeling 19 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van de "Office wallon de développement rural", en die betrekking heeft op de aankoop van duurzame roerende goederen eigen aan de activiteiten van de afdelingen of directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de aankopen die betrekking hebben op de bestuursinformatica :

- directeur-generaal :	1.250.000 frank
- inspecteur-generaal :	500.000 frank
- directeur :	75.000 frank

Afdeling 3. — Ordonnancering van de uitgaven die door de eerste ordonnateur worden vastgelegd

Art. 73. De directeur-generaal of de ambtenaren van niveau 1 die daartoe door hem/haar worden aangewezen, worden ertoe gemachtigd de uitgaven die door de eerste ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van organisatieafdeling 19 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest en van de begroting van de "Office wallon de développement rural", goed te keuren en te ordonnanceren, met uitzondering van de uitgaven inzake personeel, inzake communicatie en niet specifieke goederen en diensten.

HOOFDSTUK X. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de uitgaven van het Ministerie van het Waalse Gewest

Art. 74. Wanneer de bij de bepalingen van dit besluit verleende delegaties betrekking hebben op een overheidsopdracht waarvoor het Waalse Gewest als aanbestedende overheid optreedt, wordt aan de titularissen van de in deze bepalingen vermelde ambten een delegatie toegekend voor een bedrag dat naast hun graad afgedrukt staat, om :

1° het bestek vast te stellen, de gunningwijze te kiezen en de procedure in te zetten;

2° de kandidaten voor een opdracht te selecteren;

3° de opdracht te gunnen;

4° handelingen te verrichten in verband met de uitvoering van de opdracht, onverminderd de bevoegdheden die aan de in het bestek aangewezen ambtenaar worden toegewezen krachtens de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

In afwijking van het eerste lid, 4°, zijn alleen de secretaris-generaal, de betrokken directeur-generaal en de inspecteur-generaal van het Centrum voor Natuur-, Bos- en Houtonderzoek ertoe gemachtigd om in het kader van de activiteiten van de diensten die onder hun respectievelijk gezag vallen, van de essentiële bepalingen en voorwaarden van de gegunde opdracht af te wijken, om een dading aan te gaan en om de boeten wegens laattijdige uitvoering terug te geven, voor een maximumbedrag van 500.000 BEF.

Art. 75. In afwijking van bovenvermelde bepalingen zijn alleen de secretaris-generaal, en bij afwezigheid of verhinderd van laatstgenoemde, de inspecteur-generaal van de Afdeling Ambtenarenzaken, gemachtigd om voor de opdrachten in verband met de activiteiten van de Dienst Studies en Statistiek :

1° het bestek vast te stellen, de gunningswijze te kiezen en de procedure in te zetten;

2° de kandidaten voor een opdracht te selecteren;

3° de opdracht te gunnen;

4° onverminderd de bevoegdheden die aan de in het bestek aangewezen ambtenaar worden toegewezen krachtens de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, handelingen te verrichten in verband met de uitvoering van de opdracht, evenals om van de essentiële bepalingen en voorwaarden van de gegunde opdracht af te wijken, om een dading aan te gaan, om een dading aan te gaan en om de boeten wegens laattijdige uitvoering terug te geven.

De in het eerste lid bedoelde delegaties worden toegekend voor zover de uitgave minder bedraagt dan 500.000 BEF en voor een jaarlijks maximumbedrag van 20 miljoen BEF.

Art. 76. In het kader van de goedkeuring van bijkomende of wijzigingswerken waarvoor het Waalse Gewest als bouwheer of subsidiërende overheid optreedt kunnen het bedrag van een afrekening of de totaalbedragen van de opeenvolgende afrekeningen door de titularissen van de volgende ambten worden goedgekeurd voor de maximumbedragen en het percentage van het initieel bedrag van de inschrijving die naast hun graad afgedrukt staan :

- secretaris-generaal, directeur-generaal of inspecteur-generaal van het Centrum voor Natuur-, Bos- en Houtonderzoek :	15 % tot en met 1.250.000 BEF
- inspecteur-generaal :	15 % tot en met 500.000 BEF
- directeur :	15 % tot en met 75.000 BEF

In het kader van de tegemoetkomingen voor de uitrusting van groepen van woningen, ingevoerd krachtens de Huisvestingscode of de Waalse Huisvestingscode, kunnen het bedrag van een afrekening of de totaalbedragen van de opeenvolgende afrekeningen met betrekking tot een door de eerste ordonnateur vastgelegde opdracht voor aanneming van werken, door de titularissen van de volgende ambten worden goedgekeurd binnen de betrokken afdelingen of directies van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, voor de maximumbedragen en het percentage van het initieel bedrag van de inschrijving die naast hun graad afgedrukt staan :

- directeur-generaal : 15 % tot en met 3.000.000 BEF
- inspecteur-generaal : 15 % tot en met 2.000.000 BEF
- directeur : 15 % tot en met 1.000.000 BEF

Art. 77. De bestelbonnen en overeenkomstontwerpen voor de aankoop, de huur, het onderhoud of de herstelling van niet specifieke goederen en diensten worden aan de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest overgemaakt, die ze, naar gelang het geval, aan de Directie Beheer Onroerende Goederen of aan de Directie Beheer Roerende Goederen van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer mededeelt.

Onverminderd de bepalingen van dit besluit over de algemene documentatie, wordt evenwel aan de titularissen van de hierna vermelde ambten voor de bedragen die naast hun graad afgedrukt staan een delegatie toegekend om de bestelbon of de overeenkomstontwerp te ondertekenen evenals om de daaropvolgende uitgaven goed te keuren en te ordonnanceren :

- secretaris-generaal : 1.250.000 BEF
- inspecteur-generaal, hoofd van de Directie Logistiek : 500.000 BEF
- directeur van de Directie Logistiek : 75.000 BEF

Art. 78. De secretaris-generaal, de directeurs-generaal en de inspecteur-generaal van het Centrum voor Natuur-, Bos- en Houtonderzoek zijn gemachtigd om in de aangelegenheden die tot hun respectievelijke bevoegdheid behoren, tot de provisionele vastleggingen over te gaan overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, 2°, a) van het koninklijk besluit houdende regeling van de controle op de vastlegging van de uitgaven in de diensten van algemeen bestuur van de Staat.

Art. 79. Er wordt aan de secretaris-generaal, aan iedere directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van het Centrum voor Natuur-, Bos- en Houtonderzoek een delegatie toegekend in de aangelegenheden die hen betreffen om :

1° het storten toe te laten van geldvoorschotten aan de buitengewone rekenplichtigen die door de Regering aangewezen zijn of door de door de Regering gemachtigde Minister, met uitzondering van de buitengewone rekenplichtigen van de ministeriële kabinetten;

2° tot kredietopeningen over te gaan.

De daartoe gemachtigde ambtenaar brengt verslag uit bij de bevoegde Minister over de geldvoorschotten en kredietopeningen die hij verricht heeft, en voegt er, in voorkomend geval, een advies van de Inspectie van Financiën bij.

Art. 80. Iedere gemachtigde ambtenaar dient de volgende documenten maandelijks aan de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest langs de hiërarchische weg over te maken :

1° een lijst van de vastleggingen en ordonnanceringen die hij overeenkomstig de bepalingen van dit besluit uitgevoerd heeft;

2° een lijst van de nieuwe patrimoniale aanwinsten, met vermelding van het aan het materieel toegekende inventarisnummer en van zijn lokalisatie.

De in het eerste lid vermelde documenten worden aan de secretaris-generaal overgemaakt binnen vijftien dagen na het verstrijken van de betrokken maand. De secretaris-generaal doet de bedoelde documenten aan de functioneel bevoegde ministers toekomen.

Art. 81. De bovenvermelde bepalingen hebben niet tot gevolg dat de bevoegdheid tot vastlegging, goedkeuring en ordonnanciering van alle in dit besluit bedoelde uitgaven aan de eerste ordonnateur wordt onttrokken.

Onverminderd het eerste lid worden de bevoegdheidsdelegaties inzake vastleggingen geschorst zodra het bedrag van de door de gemachtigde ambtenaar vastgelegde uitgaven 75 % bereikt van de op de betrokken basisallocatie uitgetrokken kredieten. Mits voorafgaande machtiging van de eerste ordonnateur kan een einde worden gemaakt aan de schorsing.

Het tweede lid is evenwel niet van toepassing op vaste uitgaven.

TITEL III. — Bijzondere delegaties

HOOFDSTUK I. — Bepalingen van toepassing op het Secretariaat-generaal

Afdeling 1. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Begroting

Art. 82. De secretaris-generaal of de ambtenaren die daartoe door hem/haar worden aangewezen, worden ertoe gemachtigd om de betalingsopdrachten van de uitgaven ten laste van de begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest te ondertekenen.

Art. 83. De inspecteur-generaal van de Afdeling Begroting wordt aangewezen als ambtenaar belast met de controle op de goedkeuring van de rekeningen van de buitengewone rekenplichtigen, met uitzondering van de rekeningen van de buitengewone rekenplichtigen van de ministeriële kabinetten.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Thesaurie

Art. 84. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd om de financiële instellingen de rekeningen te laten openen en sluiten en er de werkingsregels van vast te stellen. Hij bezorgt deze instellingen de modellen van de handtekening van de rekenplichtige-titularis en van de eventuele medeondertekenaars en plaatsvervaarders.

Art. 85. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd om de kredietlijn geopend in naam van de gewestelijke schatkist in de geschriften van de kassier van het Waalse Gewest in te schakelen.

Art. 86. De directeur van de Directie Financiering van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd om beslissingen te treffen, overeenkomsten te sluiten, uitvoeringsmaatregelen op te leggen met betrekking tot lenings- of beleggingsverrichtingen voor een maximumlooptijd van één maand, om het evenwicht van de gewestelijke schatkist in de beste omstandigheden te verwezenlijken. Hij wordt ertoe gemachtigd iedere uitgave die uit deze machtiging voortvloeit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 87. De directeur van de Directie Financiering van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd om beslissingen te treffen, overeenkomsten te sluiten, uitvoeringsmaatregelen op te leggen met betrekking tot lenings- of beleggingsverrichtingen voor een looptijd van meer dan één maand, waarover de Minister bevoegd voor Begroting en Financiën beslist heeft. Hij wordt ertoe gemachtigd iedere uitgave die uit deze machtiging voortvloeit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 88. De directeur van de Directie Financiering van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd om beslissingen te treffen, overeenkomsten te sluiten, uitvoeringsmaatregelen op te leggen met betrekking tot financiële beheersverrichtingen verbonden aan lenings- of beleggingsverrichtingen voor een looptijd van meer dan één jaar, waarover de Minister bevoegd voor Begroting en Financiën beslist heeft. Hij wordt ertoe gemachtigd iedere uitgave die uit deze machtiging voortvloeit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 89. De inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd de beslissingen te nemen betreffende de door de Staat gewaarborgde gewestelijke leningen in het kader van de regeling bepaald in artikel 54 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten.

Art. 90. De directeur van de Directie Financiering van de Afdeling Thesaurie is gemachtigd om de door de kassier van het Gewest opgestelde afrekeningen goed te keuren in verband met de aangerekende debetrente en creditrente alsook de verschillende bankkosten en -commissies.

Art. 91. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur wordt aan de algemeen ontvanger, aan de ontvanger van taksen en retributies, aan de rekenplichtige van geschillen en aan de rekenplichtige van noodlijdende fondsen een delegatie toegekend om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, beroep in te stellen of hieromtrent ieder gepast beroep aan te tekenen in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot het beheer van hun boekhouding behoren.

Art. 92. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur wordt aan de algemeen ontvanger en aan de ontvanger van taksen en retributies, een delegatie toegekend om alle bewarende maatregelen te treffen, in het bijzonder, in geval van faillissement of van akkoord, de ondertekening en indiening van iedere aangifte van schuldvordering die ontstaan zijn uit aangelegenheden die tot het beheer van hun boekhouding behoren.

Afdeling 3. — Bepaling eigen aan de Afdeling Aanwerving en Vorming

Art. 93. Er wordt aan de secretaris-generaal een delegatie toegekend om de opleiders aan te wijzen onder de ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest, die zich kandidaat hebben gesteld en ervaren zijn op het gebied van de vorming, voor zover deze aanwijzingen het belang van de dienst niet in het gedrang brengen.

Bovendien is de secretaris-generaal gemachtigd om opleiders aan te wijzen die niet tot het Ministerie van het Waalse Gewest behoren.

Afdeling 4. — Bepaling eigen aan de Afdeling Secretariaat-generaal

Art. 94. Er wordt aan de secretaris-generaal, en bij afwezigheid of verhindering van laatstgenoemde, aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Secretariaat-generaal, een delegatie toegekend om de huurovereenkomsten te ondertekenen voor het tijdelijke gebruik door natuurlijke of rechtspersonen van de lokalen van de informatie- en onthaalcentra van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling

Afdeling 1. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding

Art. 95. In het kader van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit wordt aan de directeur-generaal, de inspecteur-generaal van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding, aan de directeur van de Directie Tewerkstelling en Migratie, alsook aan de attachés en eerste attachés van deze Directie een delegatie toegekend om te beslissen over de aanvragen om een machtiging tot tewerkstelling en om arbeidsvergunningen, alsook de aanvragen om verlenging of vernieuwing ervan.

Art. 96. § 1. Krachtens de wet van 1 juli 1963 houdende toekenning van een vergoeding voor sociale promotie, het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de voorwaarden van toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de werknemers die met goed gevolg, in een inrichting van de Staat of in een gesubsidieerde of erkende inrichting, een volledige tot het avond- of zondagsonderwijs behorende cyclus van leergangen hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, het koninklijk besluit van 1 juli 1965 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers die met goed gevolg een volledige tot het onderwijs met beperkt leerplan behorende cyclus hebben beëindigd, waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, het koninklijk besluit van 28 december 1973 waarbij aan de werknemers die cursussen volgen ten einde hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken, een vergoeding voor sociale promotie wordt toegekend, en het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben waardoor zij hun beroepskwalificatie kunnen verhogen, wordt een delegatie toegekend aan de directeur-generaal om de aangiften van schuldvordering goed te keuren en vergoedingen voor sociale promotie te verlenen aan de loon- en weddetrekkenden, aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector.

De inspecteur-generaal van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding is er evenwel toe gemachtigd in het kader van de activiteiten die onder zijn afdeling ressorteren, om de aangiften van schuldvordering goed te keuren en de in het eerste lid bedoelde vergoedingen te verlenen voor zover ze niet meer bedragen dan 10 miljoen BEF.

§ 2. Er wordt aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van de betrokken afdeling een delegatie toegekend om de bekwaamheidsbewijzen als gezinshelpster en bejaardenhelpster alsmede de inschrijvingsattesten af te leveren krachtens het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten en het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 13 november 1990 betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers.

§ 3. Er wordt aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van de betrokken afdeling een delegatie toegekend om de aanvragen om afbetaling van de uitgaven goed te keuren die op het EOGFL in aanmerking komen in het kader van Richtlijn van de Raad van 17 april 1972 betreffende de sociaal-economische voorlichting en de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn (72/161/EEG)

§ 4. Er wordt aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van de betrokken afdeling een delegatie toegekend om het visum te verlenen of te weigeren voor getuigschriften van bekwaamheid en deelnemingsattesten, die afgeleverd worden overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1995 betreffende de erkenning van de "entreprises de formation par le travail" (bedrijven voor vorming door arbeid);

Art. 97. Er wordt aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding een delegatie toegekend om de beslissingen te nemen met betrekking tot scholingswijzigingen zonder begrotingsweerslag, in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector en van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van bovenvermeld decreet van 31 mei 1990.

Art. 98. Er wordt aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding een delegatie toegekend om te beslissen over de aanvragen om tewerkstelling van werknemers die ter beschikking worden gesteld van gezinnen in geval van geboorte van meerlingen, in het kader van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector en van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van bovenvermeld decreet van 31 mei 1990.

Art. 99. Er wordt aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding een delegatie toegekend krachtens de artikelen 12 en 14 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 6 december 1984 betreffende de beroepsopleiding van personen die in de landbouw werken.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Industrie en Openbaar Krediet en aan de Afdeling KMO's

Art. 100. Voor de toepassing van de maatregelen bepaald in de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, in de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, alsook bij de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 en 4 augustus 1978, wordt een delegatie toegekend aan de directeur-generaal om te beslissen over :

1° de evenredige aanpassing van de verleende tegemoetkoming wanneer een wijziging van de investeringen of van de tewerkstelling zonder weerslag op de economische doelstellingen van een programma aanleiding geeft tot een wijziging in de toegekende tegemoetkomingen en voor zover de vermindering van de begrotingsweerslag wegens deze aanpassing niet meer dan 20 % van de oorspronkelijk geplande tegemoetkoming bedraagt;

2° de verlenging van de termijn om het investeringsprogramma uit te voeren voorzover deze verlenging niet langer dan 12 maanden duurt;

3° het bespoedigen van de betaling van de kapitaalpremies op grond van een theoretisch betalingsplan rekening houdende met de datum waarop de definitieve aanvraag wordt ingediend, in geval van belangrijke doch niet aan de bedrijven te wijten vertragingen, in de beslissingen over de toekenning of in de uitbetaling van de kapitaalpremies;

4° het aanvaarden van investeringen die het ingediende investeringsprogramma aanvullen, vóór iedere beslissing over de toekenning;

5° het toelaten van een wijziging van een goedgekeurd programma dat voor de tegemoetkomingen in aanmerking komt na de beslissing over de toekenning op voorwaarde dat de vastgelegde bedragen niet overschreden worden;

6° de verlenging van de termijn voor het begin van de uitvoering van het investeringsprogramma;

7° het begin van de investeringen toe te laten.

Art. 101. In het kader van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie wordt er aan de titularissen van de hierna vermelde ambten binnen de Afdeling Industrie en Openbaar Krediet, een delegatie toegekend om beslissingen te nemen over de toekenning, de weigering en de uitbetaling van tegemoetkomingen voor de bedragen die naast hun graad staan afgedrukt :

- directeur-generaal :	50.000.000 BEF
- inspecteur-generaal :	25.000.000 BEF
- directeur :	20.000.000 BEF
- eerste attaché :	10.000.000 BEF
- attaché :	6.000.000 BEF

De in het eerste lid bedoelde bedragen moeten beschouwd worden als subsidiabele bedragen van de investeringen in geval van toekenning of uitbetaling van een investeringstegemoetkoming.

Bovendien wordt er in het kader van de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie en van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van deze wet, aan de directeur-generaal een onbepaalde delegatie toegekend om tegemoetkomingen uit te betalen voor zover aan de daarvoor bepaalde voorwaarden wordt voldaan.

Art. 102. In het kader van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van deze wet, wordt er aan de titularissen van de hierna vermelde ambten binnen de Afdeling Industrie en Openbaar Krediet, een delegatie toegekend om beslissingen te nemen over de toekenning, de weigering en de uitbetaling van tegemoetkomingen voor de bedragen die naast hun graad staan afgedrukt :

- directeur-generaal :	50.000.000 BEF
- inspecteur-generaal :	25.000.000 BEF
- directeur :	20.000.000 BEF
- eerste attaché :	10.000.000 BEF
- attaché :	6.000.000 BEF

De in het eerste lid bedoelde bedragen moeten beschouwd worden als subsidieerbare bedragen van de investeringen in geval van toekenning of uitbetaling van een investeringstegemoetkoming.

Bovendien wordt er aan de directeur-generaal een onbeperkte delegatie in verband met het bedrag toegekend om tegemoetkomingen uit te betalen voor zover aan de daarvoor bepaalde voorwaarden wordt voldaan.

Art. 103. De ambtenaar aan wie overeenkomstig de artikelen 101 en 102 delegaties worden toegekend, wordt ertoe gemachtigd om beslissingen te nemen over versnelde aflossingen alsook over de vrijstelling van de onroerende voorheffing.

Art. 104. Voor de definitieve dossiers die vóór 1 juli 1992 werden ingediend krachtens de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, en de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de beslissingen te nemen over :

1° de wijzigingen die geen gevolg hebben op de uitvoering van de verrichting of op de voorwaarden van de tegemoetkoming, inzonderheid de vermindering van de rentevoet en de verandering van kredietinstelling, voor zover de gekozen instelling erkend is;

2° de wijzigingen van het opnemings- of afbetalingsprogramma die geen verhoging van de financiële last voor het Waalse Gewest inhouden;

3° de met redenen omklede aanvragen om de verlenging van de verleende termijn om de eerste kredietopneming te doen voor zover de verlenging niet langer dan een jaar na de bepaalde termijn duurt.

Art. 105. In het kader van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1992 tot uitvoering van artikel 32.11 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, zoals gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om een door een raad te verrichten studie van maximum drie dagen toe te laten.

Art. 106. In het kader van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering en van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van deze wet, wordt er aan de attachés en de eerste attachés van de Afdeling KMO's een delegatie toegekend om tewerkstellingspremies toe te kennen of te weigeren.

In geval van afwezigheid of verhindering van de in het eerste lid bedoelde ambtenaren wordt de delegatie waarvoor hij machtiging heeft gekregen, tijdens de duur van zijn afwezigheid of verhindering toegewezen aan de inspecteur-generaal van de Afdeling KMO's ofwel aan de directeur-generaal.

Art. 107. De directeur-generaal zendt maandelijks naar gelang het geval aan de Minister bevoegd voor Economie of aan de Minister bevoegd voor KMO's een afschrift van de beslissingen die op grond van de artikelen 100 tot en met 106 van dit besluit worden genomen samen met de opgaven van de uitbetalingsopdrachten.

Art. 108. Voor de definitieve dossiers die vóór 1 juli 1992 werden ingediend krachtens de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, en de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie en de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de aangiften van schuldvordering goed te keuren die door erkende kredietinstellingen worden ingediend met het oog op de uitbetaling van rentesubsidies.

De inspecteur-generaal van de Afdeling Industrie en Openbaar Krediet en de inspecteur-generaal van de Afdeling KMO's, zijn er evenwel toe gemachtigd in het kader van de activiteiten die onder hun respectievelijke afdeling ressorteren, om de in het eerste lid bedoelde aangiften van schuldvordering goed te keuren voor zover ze niet meer bedragen dan 10 miljoen BEF.

Art. 109. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om :

1° de aangiften van schuldvordering van het Waalse Gewest goed te keuren met betrekking tot de invordering van de tegemoetkomingen die verleend werden in het kader van de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, van artikel 75 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen en van de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 en van 4 augustus 1978, ten opzichte van natuurlijke personen en failliet gaande bedrijven, bedrijven die een akkoord hebben aangevraagd of in vereffening zijnde vennootschappen;

2° zich over de akkoordvoorstellen uit te spreken.

Art. 110. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om beslissingen te nemen over de intrekking of het ophouden van tegemoetkomingen krachtens de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, en de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van deze wetten.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme

Art. 111. In het kader van het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting, gewijzigd bij koninklijk besluit van 24 september 1969 wordt er aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van het Commissariaat-generaal voor Toerisme een delegatie toegekend alsmede aan de door één van beiden daartoe aangewezen ambtenaren van niveau 1 voor de ondertekening van de hypotheekakten ter vrijwaring van de verbintenissen omtrent de aanwending van de goederen waarvoor subsidies van meer dan twee miljoen frank toegekend zijn evenals voor de ondertekening van de opheffingsakten onverminderd, wat betreft de eventuele wijziging in de aanwending van de goederen, de voorafgaande instemming van de Minister bevoegd voor Toerisme.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie

Art. 112. Onverminderd de regelgeving over de tegemoetkomingen inzake onderzoek en technologie, wordt een delegatie toegekend aan de directeur-generaal of binnen de perken van hun respectievelijke bevoegdheden, aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Onderzoek en Wetenschappelijke Coöperatie, aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Bedrijfssteun, aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Toezicht en Coördinatie Structurele Fondsen of aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Energie om iedere persoon die een bij het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie beheerde tegemoetkomingsaanvraag indient in te lichten over de redenen waarom geen gunstig gevolg aan deze aanvraag kan worden gegeven.

Art. 113. Er wordt aan de directeur-generaal, aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Energie of aan de directeur van de Directie Energievoorziening of aan de directeur van de Directie Rationeel Energiegebruik van deze afdeling om ieder document af te leveren waarbij vergunningen in verband met gas- en elektriciteitsvoorziening worden verleend.

Art. 114. Onverminderd de regelgeving over de tegemoetkomingen inzake onderzoek en technologie, wordt een delegatie toegekend aan de directeur-generaal om :

1° de bij het Directoraat-generaal Technologie, Onderzoek en Energie beheerde steunovereenkomsten tijdens de uitvoering ervan te wijzigen mits het doel hiervan in acht wordt genomen en de vastgelegde bedragen niet overschreden worden;

2° onverminderd de bepalingen van dit besluit, de in deze overeenkomsten in naam van het Waalse Gewest bepaalde rechten uit te oefenen en de verplichtingen die bij deze overeenkomsten aan het Waalse Gewest worden opgelegd na te komen.

Art. 115. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om deelnemers aan te wijzen voor de activiteiten met betrekking tot de Europese samenwerking op het gebied van wetenschappelijk en technisch onderzoek ("COST") en de zendingskosten voor hun deelname aan deze activiteiten terug te betalen.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu

Art. 116. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om de maatregelen te treffen of de acties te voeren zoals bepaald in artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

De directeur-generaal stelt de Minister bevoegd voor Leefmilieu onverwijld in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

Art. 117. Er wordt aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om het verkeer van vaartuigen en duikers te verbieden of te beperken om de redenen en onder de voorwaarden bepaald in artikel 6, eerste lid van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 tot regeling van het verkeer van vaartuigen en duikers op en in de waterlopen.

Dezelfde delegatie wordt toegekend om het verkeer van vaartuigen en duikers toe te laten om de redenen en onder de voorwaarden bepaald in artikel 6, tweede lid van bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994.

Art. 118. Er wordt aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen een delegatie toegekend om de bevoegdheid uit te oefenen die aan de Minister belast met Natuurbehoud is toegewezen, krachtens artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 30 maart 1983 betreffende de bescherming van bepaalde in het wild levende inheemse gewervelde diersoorten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 februari 1984.

Art. 119. Er wordt aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen een delegatie toegekend om de bevoegdheid uit te oefenen die aan de Minister belast met Natuurbehoud is toegewezen, krachtens artikel 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 februari 1984 betreffende de bescherming van de eetbare inlandse huisjesslakken.

Art. 120. Er wordt aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen een delegatie toegekend om de bevoegdheid uit te oefenen die aan de Minister belast met Natuurbehoud is toegewezen, krachtens de artikelen 4 en 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende de bescherming van de insecten.

Bovendien wordt er aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen een delegatie toegekend om de bevoegdheid uit te oefenen die aan de Minister belast met Natuurbehoud is toegewezen, krachtens artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 betreffende de bescherming van de vogels in het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium

Art. 121. In het kader van de tegemoetkomingen voor de uitrusting van groepen van woningen ingevoerd krachtens de Huisvestingscode of de Waalse Huisvestingscode wordt er aan de directeur van de Directie Toelagen aan Openbare en Privé-instellingen een delegatie toegekend om de ontwerpen goed te keuren en de basisdocumenten voor de aanbesteding te bepalen alsmede om de handelingen te verrichten voor de uitvoering van opdrachten.

Art. 122. Er wordt aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium een delegatie toegekend om de overeenkomsten voor huishuren en handelshuren te sluiten met betrekking tot onroerende goederen die gebouwd en/of gerenoveerd worden in het kader van de overeenkomst "Programme Logement - Crédits parallèles 1975-1976" die op 15 december 1977 door de Belgische Staat en de "Société de développement régional pour la Wallonie" werd getekend.

Art. 123. In het kader van het beheer van de in artikel 122 bedoelde onroerende goederen wordt er aan de directeur van de Directie Operationele Inrichting en aan de attaché of eerste attaché die, binnen deze directie, belast is met het beheer van deze onroerende goederen, om bij de volgende akten te verschijnen en die te ondertekenen :

1° wijzigingen van de basisakten van gemeenschappelijke onroerende goederen;

2° authentieke verkoopakten en overdracht van rechten van erfpacht met betrekking tot gronden, woningen, handelshuren, binnenpleinen en garages;

3° opheffingen van hypotheek;

4° storting van de borgsom die als huurwaarborg wordt samengesteld;

5° kwijtingakten met of zonder betaling;

6° vrijstelling van inschrijving van ambtswege.

Art. 124. De in artikel 123 van dit besluit vermelde ambtenaren worden in het kader van het beheer van de in artikel 122 bedoelde onroerende goederen aangewezen als :

1° ordonnateur van de ontvangsten;

2° ordonnateur van de uitgaven voor de bestellingen inzake aanneming van werken en diensten die nodig zijn voor het onderhoud en de herstelling van het betrokken patrimonium, voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 200.000 BEF;

3° vertegenwoordiger van het Waalse Gewest binnen de algemene vergaderingen van de medeëigenaars alsmede binnen de zaakvoeringsraden met de bevoegdheid om het Gewest te verbinden binnen de perken van de basisakten en de regelingen over de medeëigendom.

Art. 125. § 1. Er wordt aan de directeur van de Directie Toezicht en Geschillen een delegatie toegekend om opheffing van hypothecaire inschrijvingen te verlenen ten behoeve van de Staat of van het Gewest krachtens de uitvoeringsbesluiten van de artikelen 48 en 76 van de Huisvestingscode tot invoering van aankooppremies of krachtens de Waalse Huisvestingscode tot invoering van tegemoetkomingen voor de aankoop.

De directeur van de Directie Steunverlening Particulieren is onder dezelfde voorwaarden gemachtigd om afstand van de rang te verlenen ten gunste van schuldvorderingen waarvan de hypothecaire inschrijvingen met één rang aan de in het eerste lid vermelde inschrijvingen kunnen voorafgaan.

§ 2. Er wordt aan de directeur van de Directie Steunverlening Particulieren een delegatie toegekend om te beslissen over de toekenning of de weigering van tegemoetkomingen aan natuurlijke personen ingevoerd krachtens de Waalse Huisvestingscode.

De directeur van de Directie Toezicht en Geschillen is gemachtigd om te beslissen over de gehele of gedeeltelijke invordering van deze voordelen indien de gerechtigde de door hem aangegeane verbintenissen niet is nagekomen.

§ 3. Er wordt aan de directeur van de Directie Steunverlening Particulieren een delegatie toegekend om te beslissen over de uitvoering van de gewestwaarborg die krachtens de Waalse Huisvestingscode wordt verleend.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid*

Afdeling 1. — Bepaling eigen aan de Afdeling Gezondheid en Infrastructuur

Art. 126. Er wordt aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Gezondheid en Infrastructuur een delegatie toegekend om :

1° alle nodige maatregelen te treffen voor de rechtsvordering tot verhaal van de tegemoetkomingen van het Speciaal Onderstandfonds, binnen de perken van de artikelen 11, 12 en 13 van de wet van 27 juni 1956 betreffende het Speciaal Onderstandfonds;

2° de inschrijving van de hypotheek te eisen zoals bepaald in artikel 12 van bovenvermelde wet van 27 juni 1956;

3° de inschrijving en de opheffing van de wettelijke of bedongen hypotheek te eisen die aangegaan werden als waarborg voor de terugbetaling van de tegemoetkomingen van het Speciaal Onderstandfonds.

Afdeling 2. — Bepalingen eigen aan de Afdeling Derde Leeftijd en Gezin

Art. 127. Er wordt aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Derde Leeftijd en Gezin een delegatie toegekend om de aanvragen om afwijking bedoeld in artikel 7 en in artikel 8, 2°, 3° en 4° van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, in te willigen of te weigeren.

Art. 128. In het kader van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd) wordt er aan de directeur-generaal een delegatie toegekend om te beslissen over :

1° de verlenging van een voorlopige werkingsvergunning;

2° het toestaan van een afwijking van de veiligheidsnormen overeenkomstig de uitvoeringsbepalingen van het decreet.

Ieder kwartaal deelt de directeur-generaal de Minister de overeenkomstig dit artikel genomen beslissingen mede.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen van toepassing op het Directoraat-generaal Landbouw*

Art. 129. In het kader van de opdrachten bepaald in artikel 2 van het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.)" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) wordt er aan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw en aan de daartoe door hem aangewezen ambtenaren van niveau I een delegatie toegekend om de maatregelen te treffen voor de uitvoering van de beslissingen die door de Regering of door de door de Regering gemachtigde Minister worden genomen, inzonderheid om bij de volgende akten te verschijnen en die te ondertekenen :

1° de akten van ruilverkaveling bepaald in de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken en de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;

2° de opheffingen van hypotheek;

3° de huurovereenkomsten;

4° de akten van eigendom ingevolge de uitoefening van het recht van voorkoop zoals bepaald in de onder 1° bedoelde wetten van 22 juli 1970 en 12 juli 1976;

5° de vervreemding van de goederen die in het kader van de uitoefening van het recht van voorkoop aangekocht werden ten behoeve van de ruilverkavelingscomités.

Art. 130. Onverminderd de regelgeving over de tegemoetkomingen inzake landbouwstructuren, wordt een delegatie toegekend aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Interventie om iedere persoon die een bij het Directoraat-generaal Landbouw beheerde tegemoetkomingsaanvraag indient in te lichten over de redenen waarom geen gunstig gevolg aan deze aanvraag kan worden gegeven.

Art. 131. Onverminderd de regelgeving over de tegemoetkomingen inzake landbouwontwikkeling, wordt een delegatie toegekend aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Integratie om :

1° de bij het Directoraat-generaal Landbouw beheerde steunovereenkomsten tijdens de uitvoering ervan te wijzigen mits het doel hiervan in acht wordt genomen en de vastgelegde bedragen niet overschreden worden;

2° onverminderd de bepalingen van dit besluit, de in deze overeenkomsten in naam van het Waalse Gewest bepaalde rechten uit te oefenen en de verplichtingen die bij deze overeenkomsten aan het Waalse Gewest worden opgelegd na te komen.

Art. 132. Er wordt een delegatie toegekend aan :

1° de directeur-generaal van Landbouw of de daartoe door hem aangewezen ambtenaar van niveau 1 voor de goedkeuring van de voorontwerpen en bestekken, inzake werken verbonden aan de ruiverkaveling;

2° de directeur-generaal van Landbouw of de daartoe door hem aangewezen ambtenaar van niveau 1 voor de vertegenwoordiging van de Minister op de bij de wet voorgeschreven openbare onderzoeken;

HOOFDSTUK VIII. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de verscheidene afdelingen van het Ministerie van het Waalse Gewest*

Art. 133. Onverminderd de decretale en regelgevende bepalingen die voor de gewestelijke belastingen en retributies gelden wordt er een delegatie toegekend aan de secretaris-generaal, aan iedere directeur-generaal, aan de inspecteur-generaal van het Centrum voor Natuur-, Bos- en Houtonderzoek en aan de daartoe door het betrokken bestuurshoofd aangewezen ambtenaren om iedere ontvangst in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke bevoegdheid vallen ten behoeve van het Waalse Gewest te ordonnanceren.

Art. 134. Met het oog op de vrijwaring van de rechten van het Waalse Gewest wordt in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke bevoegdheid vallen een delegatie toegekend aan de secretaris-generaal, aan iedere directeur-generaal, aan de inspecteur-generaal van het Centrum voor Natuur-, Bos- en Houtonderzoek om iedere bewarende maatregel te treffen, inzonderheid om aangiften van iedere schuldvordering ten laste van failliet verklaarde ondernemingen of van bedrijven die een akkoord hebben aangevraagd, bij de griffie van de bevoegde rechtbank van koophandel neer te leggen.

Art. 135. Er wordt bij dringende noodzakelijkheid een delegatie toegekend aan de secretaris-generaal, aan iedere directeur-generaal, aan de inspecteur-generaal van het Centrum voor Natuur-, Bos- en Houtonderzoek om iedere rechtsvordering, dwang of nodige zorg aan te wenden of te laten aanwenden, te doen dagvaarden of verschijnen voor de hoven en rechtbanken, zowel als eiser en als verweerder, alle rechtsmiddelen te gebruiken tegen een rechterlijke beslissing, alle advocaten te stellen en ieder beslag te doen.

Iedere gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken Minister onverwijld in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen.

TITEL IV. — Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 136. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt een delegatie toegekend aan de secretaris-generaal en aan de daartoe door het betrokken bestuurshoofd aangewezen ambtenaren van niveau 1 om de door de eerste ordonnateur vastgelegde uitgaven ten laste van de kredieten uitgetrokken op de basisallocaties van titel IV van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke bevoegdheid vallen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 137. In het kader van de procedures voor de erkenning van de verzorgingsinstellingen die onderworpen zijn aan de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 7 augustus 1987 en aan de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging, wordt er aan de inspecteur-generaal van de Afdeling Gezondheid en Infrastructuur van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid een delegatie toegekend om alle bestuurshandelingen voor de voorafgaande behandeling te vervullen, inzonderheid om de bij de regelgeving vereiste onderzoeken te laten instellen, om iedere aanvullend document of inlichting bij de instellingen te verzoeken, de uitkomst van het onderzoek aan de aanvrager mede te delen en de vereiste documenten aan de Gemeenschapsraad of de Waalse Gewestraad waaronder de verzorgingsinstellingen ressorteren over te maken.

Art. 138. De besluiten van de Waalse Regering betreffende de delegaties van specifieke bevoegdheden die vroeger aan het Ministerie van het Waalse Gewest werden toegekend worden opgeheven, met uitzondering van het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de delegaties van bevoegdheden gemeen aan het Ministerie van het Waalse Gewest en aan het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 februari 1998.

Art. 139. De Ministers, leden van de Regering, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN